

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2361

3 septembre 2015

### SOMMAIRE

Absolu Digital S.A. ....	113283	Iteolia S.à r.l. ....	113289
AGIGEST S.A. Agence Immobilière et de Gestion .....	113322	ITSL S.à r.l. ....	113288
BVK Infrastructure Debt Fund S.A., SICAV-FIS .....	113291	James Pakana S.A. ....	113287
CORDET Holding (Lux) S.à r.l. ....	113311	Jucari S.A. ....	113287
D&K Immobilien S.A. ....	113286	Juniperus S.A. ....	113288
Edgwick and Lawford S.à r.l. ....	113282	Kenbourne S.A. ....	113290
Exchange Participation Immobilière S.A. ....	113315	Khayam S.A. ....	113290
Fée Retail S.à r.l. ....	113285	Kinstellar Business Services S.à r.l. ....	113328
Foothills and Towers S.A. ....	113284	K + L Aktiengesellschaft .....	113288
Generali Investments Luxembourg S.A. ....	113285	Klee Holding S.A. ....	113314
Green Return S.à r.l. ....	113307	KoMed Home Care S.A. ....	113290
HayFin Special Ops LuxCo 1 S.à r.l. ....	113285	KS Freehold S.à r.l. ....	113290
Hifi International S.A. ....	113287	Novamed S.A. ....	113282
Human Capital Group S.A. ....	113284	Paris Ambassador S.à r.l. ....	113317
Immobilière Agath S.A. ....	113285	PSM Macro Strategy .....	113285
Immobilière Maybach S.A. ....	113284	Royale Neuve VI, S.à r.l. ....	113327
Indivis SA .....	113286	RX Healthcare Immobilien S.A. ....	113301
Induno S.A. ....	113287	RX Healthcare Immobilien S.a r.l. ....	113301
Inpa Trading S.A. ....	113287	Stengefort S.A. ....	113282
Intelsat Holdings S.A. ....	113289	Sterner Research S.A. ....	113282
IPG Prime Logistics S.à r.l. ....	113289	Suomi-Katto (SPF) S.A. ....	113283
Isolutions S.à r.l. ....	113288	Tam .....	113324
Italy in Day SARL .....	113289	Vis Europe Finance S.à r.l. société de gestion de patrimoine familial .....	113286
		Vis Europe S.A. ....	113286

**Novamed S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 159.462.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 21/09/2015 à 9.30 heures au siège avec pour

*Ordre du jour:*

- changement d'adresse d'un administrateur
- fixation du régime de signature des administrateurs
- démission et nomination du commissaire aux comptes

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015147424/16.

---

**Edgwick and Lawford S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 172.222.

**RECTIFICATIF**

Dans l'en-tête de la publication des statuts, à la page 134728 du Mémorial C n° 2807 du 20 novembre 2012, il y a lieu de corriger comme suit la dénomination de la société:

- au lieu de: "Edgwick and Lawford S.à r.l.",
- lire: "Edgwick and Lawford S.à r.l."

La même correction doit être apportée dans le sommaire du même Mémorial, à la page 134689.

Référence de publication: 2015147423/12.

---

**Sterner Research S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 94.928.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 2015*

Démission de Fiduciaire & Expertises (Luxembourg) S.A., RC Luxembourg B 70 909, 53 Route d'Arlon L-8211 Mamer de son poste de commissaire aux comptes.

Nomination de FGA (Luxembourg) S.A., RC Luxembourg B 61.096, avec siège social à L-8211 Mamer, Route d'Arlon 53 en tant que commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015118567/13.

(150126910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---

**Stengefort S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 169.836.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 2015*

Démission de Fiduciaire et Expertises (Luxembourg) S.A., RC Luxembourg B 70 909, 53 Route d'Arlon L-8211 Mamer de son poste de commissaire aux comptes.

Nomination de FGA (Luxembourg) S.A., RC Luxembourg B 61.096, avec siège social à L-8211 Mamer, Route d'Arlon 53 en tant que commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015118566/13.

(150126911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---

**Absolu Digital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 148.723.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

En date du 21 septembre 2015 à 14h30 au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

**• Résolutions de la compétence d'une assemblée générale ordinaire**

1. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2014;
3. Situation économique de la société et du groupe au regard de ses dettes, ses créances, ses contentieux, son intégration fiscale et le financement de son activité.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire ;
5. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales ;
6. Réintégration de Monsieur PISANI en qualité d'administrateur de la Société
7. Renouvellement du mandat d'administrateur délégué de mr Penide philippe
8. Renouvellement du commissaire aux compte VERICOM SA
9. Rapports du conseil d'administration et du commissaire
10. Convocation de l'Assemblée Générale Mixte (Ordinaire et Extraordinaire) du 21 septembre 2015 a la motivation express de...

**Résolutions de la compétence d'une assemblée générale extraordinaire**

11-Réduction du capital social de la Société d'un montant de 31.000-EUR (trente et un mille Euros) par l'annulation de toutes les actions émises par la Société en vue de compenser les pertes subies lors du dernier exercice comptable et sans remboursement aux actionnaires, conformément aux dispositions visées à l'article 69 (4) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée .

12-l'abandon des comptes courants de tous les associés

13- Augmentation subséquente du capital social de la Société d'un montant de 150.000,- EUR (cent cinquante et un mille Euros) par apport en numéraire représenté par 15000 (quinze mille ) actions d'une valeur nominale de 10 EUR (dix Euros) chacune, par l'émission de 15000 (quinze mille ) nouvelles actions d'une valeur nominale de 10 EUR (dix Euros) chacune,

14-suppression du droit préférentiel de souscription des Actionnaires existants dans le cadre de l'augmentation de capital social d'un montant de cent cinquante mille d'euros (EUR 150 000,)

15- révocations des administrateurs

16- Modifications statutaires

"Modification du paragraphe 1er de l'article 5 des statuts de la société afin de refléter l'augmentation de capital, lequel article aura désormais la teneur suivante:

"Le capital social souscrit est fixé à 150.000 euros (cent cinquante mille euro ) représenté par 15000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros chacune

Philippe PENIDE et Patrick DALERY, administrateurs

Référence de publication: 2015146314/42.

**Suomi-Katto (SPF) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 35.729.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 15 juin 2015*

Démission de Fiduciaire & Expertises (Luxembourg) S.A. de sa fonction de commissaire aux comptes.

Nomination de FGA (Luxembourg) S.A., RC Luxembourg B 61 096, 53 Route d'Arlon L-8211 Mamer en tant que commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015118575/12.

(150126909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Foothills and Towers S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8311 Capellen, 128A, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 55.626.

Les actionnaires de la société Foothills and Towers S.A. (la "Société") sont par la présente invités à assister à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la Société qui sera tenue le 10 septembre 2015 à 13h au 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen, afin de se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

- Constatation et approbation du report de la date de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant pour objet d'approuver les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
- Présentation et approbation du rapport de contrôle du Commissaire relatif à l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
- Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2014 et du compte de profits et pertes y relatif ; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
- Divers.

Il est rappelé aux actionnaires que pour des raisons techniques, ils ne peuvent assister à l'assemblée générale par visio-conférence. Ils peuvent cependant donner procuration pour se faire représenter à l'assemblée générale.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015141828/21.

---

**Human Capital Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 30.107.

Les actionnaires de la société HUMAN CAPITAL GROUP S.A. (la "Société") sont par la présente invités à assister à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la Société qui sera tenue le 10 septembre 2015 à 12h au siège social de la société, afin de se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

- Constatation et approbation du report de la date de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant pour objet d'approuver les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
- Présentation et approbation du rapport de contrôle du Commissaire relatif à l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
- Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2014 et du compte de profits et pertes y relatif ; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
- Divers.

Il est rappelé aux actionnaires que pour des raisons techniques, ils ne peuvent assister à l'assemblée générale par visio-conférence. Ils peuvent cependant donner procuration pour se faire représenter à l'assemblée générale.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015141829/21.

---

**Immobilière Maybach S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 84, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 72.405.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2015.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2015118166/12.

(150126652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---

**Generali Investments Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 188.432.

Le règlement de gestion de Generali Investments Global Solutions Fund au 15 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015002299/10.

(150001320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2015.

**Fée Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 212.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 152.525.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Référence de publication: 2015116864/11.

(150125998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

**PSM Macro Strategy, Fonds Commun de Placement.**

Für den Fonds gilt das Verwaltungsreglement, welches am 03. August 2015 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 03. August 2015.

Hauck &amp; Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2015130663/11.

(150141587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

**HayFin Special Ops LuxCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 170.785.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2015118108/10.

(150127306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Immobilière Agath S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, rue Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 151.027.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2015.

*Pour compte de Immobilière Agath S.A.*

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2015118162/12.

(150127554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Vis Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.  
R.C.S. Luxembourg B 154.671.

**Vis Europe Finance S.à r.l. société de gestion de patrimoine familial, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.  
R.C.S. Luxembourg B 172.872.

---

**RECTIFICATIF**

Il y a lieu de corriger l'en-tête de la publication du projet de fusion, à la page 106911 du Mémorial C n° 2228 du 25 août 2015:

- au lieu de:

" Vis Europe Finance S.à r.l. société de gestion de patrimoine familial, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.  
R.C.S. Luxembourg B 172.872.",

- lire:

" Vis Europe S.A.. Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.  
R.C.S. Luxembourg B 154.671.

Vis Europe Finance S.à r.l. société de gestion de patrimoine familial, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.  
R.C.S. Luxembourg B 172.872."

Dans le sommaire du même Mémorial, à la page 106897 il y a lieu de rajouter Vis Europe S.A. ....106911.

Référence de publication: 2015147422/27.

---

**D&K Immobilien S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage.  
R.C.S. Luxembourg B 62.615.

---

*Extrait de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg le 7 juillet 2015*

Il en résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration qui est tenu à Luxembourg en date du 7 juillet 2015, d'accepter le mandat suivant:

Nouveau mandat: de nommer comme dépositaire des actions au porteur:

Stimo Consultancy S.à.r.l. (B 93773)

15, rue J.P. Sauvage

L-2514 Luxembourg

Fait à Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Référence de publication: 2015117904/15.

(150128487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---

**Indivis SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.  
R.C.S. Luxembourg B 80.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2015.

*Pour compte de Indivis S.A.*

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2015118172/12.

(150127441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---

**Hifi International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3254 Bettembourg, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 13.377.

Les comptes annuels au 31.03.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015118124/10.

(150127484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Induno S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.  
R.C.S. Luxembourg B 59.679.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 15 juillet 2015.

Référence de publication: 2015118174/10.

(150126998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Inpa Trading S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean Pierre Sauvage.  
R.C.S. Luxembourg B 103.366.

*Extrait de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg le 7 juillet 2015*

Il en résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration qui est tenu à Luxembourg en date du 7 juillet 2015, d'accepter le mandat suivant:

Nouveau mandat: de nommer comme dépositaire des actions au porteur:

Stimo Consultancy S.à.r.l. (B 93773)

15, rue J.P. Sauvage

L-2514 Luxembourg

Fait à Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Référence de publication: 2015118177/15.

(150128482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**James Pakana S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1651 Luxembourg, 17, Avenue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 187.668.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015118197/9.

(150127155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Jucari S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7A, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 38.296.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015118201/10.

(150126627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Juniperus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.  
R.C.S. Luxembourg B 153.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CERTIFIÉ CONFORME

Michel Jadot / Freddy Bracke

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015118202/12.

(150126478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---

**K + L Aktiengesellschaft, Société Anonyme.**

Siège social: L-1338 Luxembourg, 43, rue du Cimetière.  
R.C.S. Luxembourg B 125.229.

Les Comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 15/07/2015.

*Pour K + L AKTIENGESELLSCHAFT S.A.*

J.. REUTER

Référence de publication: 2015118203/12.

(150126530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---

**ITSL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 146.551.

**LIQUIDATION JUDICIAIRE***Extrait*

Par jugement rendu en date du 9 juillet 2015, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société à responsabilité limitée ITSL S.à r.l., dont le siège social à L-6673 Mertert, 43, Cité Pierre Frieden, a été dénoncé en date du 18 janvier 2010.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent LUCAS, juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Aleksandra SAJKIEWICZ, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du Tribunal de commerce de et à Luxembourg avant le 31 juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Aleksandra SAJKIEWICZ

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2015118192/21.

(150126945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---

**Isolutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1278 Luxembourg, 6, rue Tony Bourg.  
R.C.S. Luxembourg B 84.137.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015118189/9.

(150127699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---



**Italy in Day SARL, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4531 Oberkorn, 184, avenue Grande Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 195.508.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 24 avril 2015*

Les associés adoptent à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. L'assemblée générale prend acte de la cession de parts en date du 24 avril 2015, que Monsieur Antonio PANETTEA cède 50 parts sociales de la société à Monsieur Calogero BELLOMO, de fait que la nouvelle répartition des parts sociales s'établit comme suit:

- Monsieur Calogero BELLOMO, cent parts .....	100
Total: Cent parts .....	100

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Obercom, le 24 avril 2015.

*Pour la société*

ITALY IN DAY Sarl

Référence de publication: 2015118190/18.

(150127543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Iteolia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A, route d'Eselborn.  
R.C.S. Luxembourg B 180.643.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015118191/9.

(150127156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**IPG Prime Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 203, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 172.999.

*Extrait du procès-verbal des résolutions des Associés prises en date 9 juillet 2015*

L'Associé Unique de IPG Prime Logistics S.à r.l. (la «Société») a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

\* Monsieur Paul White en tant que gérant de la Société à partir du 9 juillet 2015;

- De nommer:

\* Monsieur Mark Sears, né à Delaware, États-Unis d'Amérique, le 11 août 1953, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que gérant de la Société à partir du 9 juillet 2015 pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

IPG Prime Logistics S.à r.l.

Référence de publication: 2015118185/18.

(150127512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Intelsat Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 149.954.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015118180/9.

(150126753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**KoMed Home Care S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 40-42, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 62.470.

Hiemit kündige ich mein Mandat im Verwaltungsrat der Firma KoMed Home Care S.A. (B62470) mit sofortiger Wirkung.

Luxemburg, den 7. Juli 2015.

Marc VOGEL.

Référence de publication: 2015118210/10.

(150126461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Kenbourne S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse Munchen.

R.C.S. Luxembourg B 26.782.

*Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires qui a eu lieu au Luxembourg le 13 juillet 2015.*

*Première résolution:*

L'Assemblée Générale décide de résigner le membre suivant au conseil d'administration de la société, avec effet immédiat à partir du 13 juillet 2015:

- M. Athanasios PSIMARAS, de nationalité hellénique, administrateur de sociétés, résidant à 6, Daskaroli Street, GR-16675, Glyfada, Grèce.

*Deuxième résolution:*

L'Assemblée Générale décide de nommer le membre suivant au conseil d'administration et administrateur délégué à la gestion journalière, avec effet immédiat à partir du 13 juillet 2015. Ses mandats dureront jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2017.

- Mme. Mathildi MARNERI, de nationalité hellénique, administrateur de sociétés, résidant à 6, Grigoriou Kidonion, GR-17237, Ymittos, Grèce, et également nommée administrateur délégué.

Extrait Conforme

*Un Administrateur*

Référence de publication: 2015118212/22.

(150127140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**KS Freehold S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 163.832.

Le Bilan et l'affectation des résultats au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015118218/10.

(150127001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**Khayam S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, rue Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 139.707.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2015.

*Pour compte de Khayam S.A.*

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2015118213/12.

(150127465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

**BVK Infrastructure Debt Fund S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.  
R.C.S. Luxembourg B 176.812.

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am fünfundzwanzigsten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Jacques CASTEL, mit dem Amtssitz in Grevenmacher.

Fand die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre (die „Generalversammlung“) der „BVK Infrastructure Debt Fund S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé, einer Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé), mit Gesellschaftssitz in L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann, gegründet und bestehend nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gemäß Urkunde, aufgenommen durch Notar Jean-Paul Meyers, mit dem Amtssitz in Rambrouch, am 15. April 2013, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 1442 vom 18. Juni 2013, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 176.812, statt.

Als Vorsitzender der Generalversammlung amtiert Herr Christian Schlicht, beruflich ansässig in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher,

welcher Frau Desirée Peiffer, Company Secretary, Zentrales Beteiligungsmanagement, beruflich ansässig in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, zur Sekretärin bestellt.

Die Generalversammlung bestellt Frau Katrin Nickels, Company Secretary, Zentrales Beteiligungsmanagement, beruflich ansässig in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, zur Stimmzählerin.

Der Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsteilnehmern Folgendes fest:

I. Dem gegenwärtigem Protokoll ist ein Anteilsverzeichnis der Aktionäre beigelegt. Dieses Verzeichnis wurde von den Aktionären bzw. deren Vertretern, sowie von dem Vorsitzenden, der Sekretärin, der Stimmzählerin und dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Die von den Aktionären ausgestellten Vollmachten werden ebenfalls gegenwärtiger Urkunde ne varietur paraphiert beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

II. Die Generalversammlung wurde durch Einberufungsschreiben regulär einberufen. Sämtliche eine Million achthundert dreitausend vierhundert fünf und achtzig (1.803.485,334) ausgegebenen Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital (100 %) darstellen, sind in gegenwärtiger Generalversammlung vertreten. Der so anwesende Aktionär erklärt sich ordnungsgemäß zu der gegenwärtigen Versammlung eingeladen und verzichtet auf die Einhaltung weiterer Förmlichkeiten. Somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III. Die Tagesordnung der Generalversammlung ist folgende:

1.- Verlegung des Sitzes der BVK Infrastructure Debt Fund S.A., SICAV-FIS von L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann nach L-6776 Grevenmacher. 15, rue de Flaxweiler.

2.- Neufassung der Satzung und des Gesellschaftszwecks (insbesondere 1, 2, 5, 7, 8, 9, 12, 13, 15, 17, 20, 21, 22, 23, 25, 26).

3.- Sonstiges.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt den Sitz der Gesellschaft von L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann nach L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler zu verlegen sowie die entsprechende Anpassung des Artikels 5.1 der Gesellschaftssatzung vorzunehmen, welcher sodann wie folgt lautet:

„**5.1.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg. Er kann zu jeder Zeit, durch Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung, in irgendeine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden.“

*Zweiter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, die Satzung der Gesellschaft wie folgt neu zu beurkunden:

**1. Definitionen.**

„Aktien“ bezeichnen die Aktien der Gesellschaft;

„Aktionäre“ bezeichnet die Aktionäre der Gesellschaft;

„Bankarbeitstag“ bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag) an dem die Banken für normale Geschäfte in Luxemburg und Frankfurt am Main geöffnet sind;

„Bewertungstag“ hat die Bezeichnung, welche in Artikel 12 der Satzung Erläuterung findet;

„Emissionsdokument“ bezeichnet das Emissionsdokument der Gesellschaft nebst etwaigen Änderungen und Anmerkungen

„Gesellschaft“ bezeichnet BVK Infrastructure Debt Fund S.A., SICAV-FIS;

„Gesetz von 1915“ bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;

„Gesetz von 2007“ bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in der geänderten Fassung vom 12. Juli 2013, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen; „Nettoinventarwert“ bezeichnet den Nettoinventarwert, dessen Berechnung wie in Artikel 24 der Satzung beschrieben erfolgt;

„Nicht-Qualifizierte Personen“ sind Personen, für welche der Verwaltungsrat nach Maßgabe von Artikel 10 dieser Satzung eine Eigentumsbeschränkung erlassen hat. Natürliche Personen gelten als Nicht-Qualifizierte Personen im Sinne dieser Satzung und des Emissionsdokumentes;

„Sachkundiger Anleger“ bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 als sachkundiger Anleger gilt. Sachkundige Anleger sind hierbei insbesondere, institutionelle Anleger, professionelle Anleger und jeder andere Anleger der die folgenden Voraussetzungen erfüllt:

- er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Sachkundiger Anleger erklärt, und

- er investiert mindestens 125.000 EUR, oder

- er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2009/65/EG, welche ihm seinen Sachverstand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen Spezialfonds einschätzen zu können;

„Satzung“ bezeichnet die Satzung der Gesellschaft;

„Verwahrstelle“ bezeichnet die Verwahrstelle der Gesellschaft im Sinne des Gesetzes von 2007;

„Verwaltungsrat“ bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft; „Verwaltungsratsmitglied“ bezeichnet ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

## 2. Name.

2.1 Hiermit besteht eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds («société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé») unter dem Namen BVK Infrastructure Debt Fund S.A., SICAV-FIS.

2.2 Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915, in ihrer jeweils gültigen Fassung sowie dieser Satzung. Im Falle eines Konflikts zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 gilt vorrangig das Gesetz von 2007.

2.3 Die Gesellschaft kann einen alleinigen Aktionär oder mehrere Aktionäre haben. Im Falle eines alleinigen Aktionärs wird die Gesellschaft nicht infolge des Insolvenz oder Liquidation des alleinigen Gesellschafters aufgelöst.

2.4 Jeder Hinweis zu den Aktionären meint den alleinigen Aktionär der Gesellschaft, sollte lediglich ein alleiniger Aktionär vorhanden sein.

## 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft besteht für eine beschränkte Laufzeit, welche entweder (i) mit der Auszahlung aller Aktien der Gesellschaft oder (ii) mit Ablauf von 99 Jahren ab dem Ersten Closing Datum (wie im Emissionsdokument definiert) endet.

3.2 Die Laufzeit der Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Aktionäre der Gesellschaft verkürzt oder verlängert werden, sofern der Beschluss in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form erfolgt.

## 4. Gesellschaftszweck.

4.1. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens nach dem Grundsatz der Risikomischung und im Einklang mit Artikel 21 der Satzung und den im Emissionsdokument beschriebenen Anlagebeschränkungen.

4.2 Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

## 5. Sitz.

5.1 Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg. Er kann zu jeder Zeit, durch Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung, in irgendeine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden.

5.2 Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

5.3. Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesell-

schaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft ins Ausland verlegen. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Verlegung des Sitzes luxemburgisch bleibt.

## **6. Gesellschaftskapital.**

6.1 Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und entspricht jederzeit dem Nettoinventarwert der Aktien der Gesellschaft. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR), ist voll einbezahlt und repräsentiert durch dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert. Das Kapital der Gesellschaft muss mindestens eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 EUR) betragen und dieses Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 erreicht werden.

6.2 Der Verwaltungsrat darf jederzeit, unbegrenzt weitere voll eingezahlte Aktien der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Aktien entgegenzunehmen. Es dürfen höchstens Aktien an 100 Sachkundige Anleger, die nicht natürliche Personen sind, ausgegeben werden.

6.4 Die Gesellschaft besitzt eine eigene Rechtspersönlichkeit.

6.5 Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

## **7. Form der Aktien.**

7.1 Die Gesellschaft wird nur Aktien in Form von Namensaktien ausgeben. Es werden keine effektiven Stücke ausgestellt.

7.2 Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden in das Aktienregister eingetragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Aktionärs, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den auf Aktienbruchteile bezahlten Betrag enthalten.

7.3 Sofern ein Aktionär keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft es zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktienregister eingetragen wird. Als Anschrift des Aktionärs gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit die im Aktienregister eingetragene Anschrift durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

7.4 Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Aktienregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird in das Aktienregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

7.5 Aktien werden lediglich bei Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Zeichnungspreises ausgegeben. Aktionäre müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Anschrift wird in das Aktienregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Aktien wird nur eine Anschrift eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Anschrift gesandt.

7.6 Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern ein oder mehrere Aktie(n) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Aktie(n) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung, eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einer) solchen Aktie(n) behauptet, als rechtmäßigen Vertreter dieser Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

7.7 Berechtigt eine Zahlung von einem Zeichner zu einem Aktienbruchteil, wird dieser Aktienbruchteil im Aktienregister eingetragen. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, es sei denn, dass sie zusammengenommen eine volle Aktie ergeben; allerdings ist der Aktionär, soweit die Gesellschaft dies vorsieht, zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt und im Falle einer Liquidation zu dem anteiligen Liquidationserlös.

## **8. Ausgabe von Aktien**

### Allgemein

8.1 Aktien können nur von maximal 100 Sachkundigen Anlegern im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007, die nicht natürliche Personen sind sowie unter Beachtung der Festsetzungen des Emissionsdokuments sowie der Satzung im Hinblick auf den Erwerb und das Halten der Aktien ("Geeignete Anleger") gezeichnet werden.

8.2 Die Voraussetzungen und Bedingungen zur Zeichnung von Aktien werden im Emissionsdokument näher ausgeführt. Ungeachtet hiervon, kann der Verwaltungsrat insbesondere:

(a) Beschränkungen hinsichtlich der Häufigkeit der Ausgabe von Aktien bestimmen (insbesondere kann der Verwaltungsrat beschließen, dass Aktien nur während einer oder mehrerer Zeichnungsperioden oder in anderen, im Emissionsdokument festgelegten Zeitabständen ausgegeben werden);

(b) beschließen, dass Aktien nur an juristische Personen oder sonstige juristische Einheiten ausgegeben werden, die einen Zeichnungsvertrag abgeschlossen haben, nach welchem die Zeichner inter alia die Verpflichtung eingehen, Aktien für einen bestimmten Zeitraum zu einem gewissen Betrag zu zeichnen. Soweit nach Luxemburger Recht zulässig, können Zeichnungsvereinbarungen besondere Klauseln enthalten, die nicht in anderen Zeichnungsvereinbarungen enthalten sind;

(c) Zeichnungsbedingungen festlegen (insbesondere auch, ohne Einschränkung bezüglich der Ausführung solcher Zeichnungsdokumente und der Herausgabe von vom Verwaltungsrat für dienlich erachteten Informationen) sowie einen Mindestzeichnungsbetrag und/oder, einen Mindestzeichnungsbetrag für nachfolgende Zeichnungen bestimmen;

(d) Vorschriften über Zahlungsverzug, Nichterfüllung von Zahlungsverpflichtungen oder Eigentumsbeschränkungen in Bezug auf die Aktien bestimmen;

(e) Eine Zeichnungsgebühr für die Zeichnung von Aktien zu erheben, wobei dem Verwaltungsrat vorbehalten bleibt, ganz oder teilweise auf diese Zeichnungsgebühr zu verzichten;

(f) Das Eigentumsrecht an Aktien auf bestimmte juristische Personen beschränken.

8.3 Aktien werden an den im Emissionsdokument beschriebenen Tagen zu dem Zeichnungspreis, der auf dem Nettoinventarwert beruht, ausgegeben. Die Berechnungsweise und die Häufigkeit der Berechnung sind im Emissionsdokument beschrieben.

8.4 Ein vom Verwaltungsrat bestimmtes und im Emissionsdokument angegebenes Verfahren regelt die zeitliche Folge der Ausgabe von Aktien.

8.5 Die Gesellschaft kann den Aktionären anstatt der Zahlung von ausstehenden Ausschüttungsbeträgen jeweils nach den im Emissionsdokument beschriebenen Verfahren und Bedingungen Aktien ausgeben.

8.6 Der Verwaltungsrat kann jeden seiner Mitglieder, einen Geschäftsführer der Gesellschaft, oder jeden anderen ordnungsgemäßen Vertreter der Gesellschaft dazu ermächtigen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen für neu ausgegebene Aktien zu empfangen sowie die Aktien auszuliefern.

8.7 Die Gesellschaft kann nach ihrem eigenen Ermessen Zeichnungsanträge für Aktien akzeptieren oder ablehnen.

8.8 Die Gesellschaft kann sich bereit erklären, Aktien gegen Einbringung einer Sacheinlage in Form von Investmentfonds, Wertpapieren oder sonstigen Vermögenswerten auszugeben, sofern die Investmentfonds, Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte mit den Anlagezielen und Strategien der Gesellschaft im Einklang stehen und nicht gegen Luxemburger Recht verstoßen.

8.9 Die Art und Weise der Zahlung für Zeichnungen wird vom Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument näher ausgeführt. Aktien werden ausschließlich an Sachkundige Anleger ausgegeben, die keine natürlichen Personen sind.

Verzug eines Anlegers

8.10 Versäumt ein Anleger, innerhalb eines vom Verwaltungsrat festgesetzten Zeitraumes, eine gemäß Zeichnungsvertrag zu erbringende Beteiligung oder andere Zahlung an die Gesellschaft zu leisten (der „Säumige Anleger“), ist die Gesellschaft berechtigt (aber nicht verpflichtet), dem betreffenden Säumigen Anleger vom Verwaltungsrat beschlossene Strafmaßnahmen aufzuerlegen. Diese Maßnahmen beinhalten insbesondere ohne Einschränkung:

Die Aufforderung des Säumigen Anlegers zur Zahlung von Zinsen und Gebühren, die im Zusammenhang mit einer Finanzierung zum Zweck der Erfüllung der Pflichten im Hinblick auf Anlagen bei einem Engpass entstehen, der von dem Anleger, der Säumiger Anleger geworden ist, zu verantworten ist;

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen auf diese Maßnahmen verzichten.

8.11 Die vorstehend beschriebenen Maßnahmen gelten unbeschadet des Rechts des Verwaltungsrates, sämtliche verfügbaren Rechtsmittel gegen den Säumigen Anleger einzusetzen, um sämtliche von dem Säumigen Anleger geschuldeten Beträge beizutreiben und etwaige Schadenersatzansprüche (einschließlich in Bezug auf Folgeschäden) gegen diesen geltend zu machen.

## **9. Rücknahme von Aktien.**

9.1 Die Gesellschaft wird grundsätzlich keine Aktien auf Verlangen der Aktionäre zurücknehmen.

9.2 Die Gesellschaft ist in den nachstehend genannten Fällen inter alia berechtigt, die Rückgabe von Aktien zu verlangen.

(a) die von einer Nicht-Qualifizierten Person (im Sinne von Artikel 10 dieser Satzung) gehalten werden;

(b) im Falle der Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft im Einklang mit den Bestimmungen in Artikel 22 dieser Satzung;

(c) in anderen Fällen, im Einklang mit den Bestimmungen der betreffenden Zeichnungsvereinbarung, des Emissionsdokumentes und dieser Satzung;

(d) wenn Aktien von mehr als 100 Aktionären gehalten werden.

9.3 Im Fall einer Rücknahme nach Artikel 9.2 dieser Satzung entspricht der Rücknahmepreis pro Aktie dem Nettoinventarwert der zurückgenommenen Aktie am maßgeblichen Rücknahmetag und wird von der Gesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre so bald wie möglich ausgezahlt.

## 10. Eigentumsbeschränkungen.

10.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, das Eigentum an den Aktien nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen einzuschränken,

(a) wenn das Eigentum eines Anlegers allein oder zusammen mit dem gleich gelagerten Eigentum anderer Anleger dazu führen würde, dass

(i) der Gesellschaft, auf Grund einer Steuerpflicht, unabhängig vom Zeitpunkt, in dem diese entsteht oder aufgelegt wird, und vom Ort (Luxemburg oder andernorts), Verbindlichkeiten oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen, die ihnen ansonsten nicht entstanden wären;

(ii) die Gesellschaft den Bestimmungen des U.S. Employee Retirement Income Security Act von 1974 in der jeweils geltenden Fassung (ERISA) unterliegen; oder

(iii) die Gesellschaft verpflichtet ist, Aktien nach ausländischem (d. h. nicht Luxemburger) Recht zu registrieren (und zwar insbesondere gemäß dem US Securities Act und dem US Investment Company Act);

(iv) wenn mehr als 100 Anleger Aktien der Gesellschaft halten; oder

(b) wenn das Eigentum zu einem Verstoß gegen ein Gesetz oder eine Rechtsvorschrift führen würde, die für die betreffende juristische Person selbst oder für die Gesellschaft gilt, insbesondere des Artikel 2 des Gesetzes von 2007 und seinen Ausführungen zu Sachkundigen Anlegern (unabhängig davon, ob es sich um luxemburgisches oder ausländisches Recht handelt (und einschließlich Gesetzen und Vorschriften zur Bekämpfung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung));

(c) wenn der Gesellschaft durch das Aktieneigentum steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen könnten, die ihr ansonsten nicht entstanden wären;

(d) wenn der Anleger eine US-Person oder eine im Auftrag oder namens einer US-Person handelnde Person ist.

Die oben genannten juristischen Personen werden vom Verwaltungsrat bestimmt als Nicht-Qualifizierte Personen definiert, natürliche Personen gelten ebenfalls als Nicht-Qualifizierte Personen.

10.2 Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft

(a) die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Übertragung von Aktien ablehnen, wenn die Eintragung oder Übertragung dazu führen würde, dass der rechtliche oder wirtschaftliche Eigentümer der betreffenden Aktien eine Nicht-Qualifizierte Person wäre; und

(b) jederzeit von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist oder die die Eintragung einer Aktienübertragung im Aktienregister beantragt, verlangen, der Gesellschaft alle Informationen, gestützt durch eine eidesstattliche Erklärung, vorzulegen, die die Gesellschaft für erforderlich hält, um feststellen zu können, ob die Aktien des betreffenden Aktionärs im wirtschaftlichen Eigentum einer Nicht-Qualifizierten Person stehen oder eine solche Registrierung dazu führen wird, dass das wirtschaftliche Eigentum auf eine Nicht-Qualifizierte Person übergeht.

10.3 Sollte sich herausstellen, dass ein Anleger der Gesellschaft eine Nicht-Qualifizierte Person ist, ist die Gesellschaft nach eigenem Ermessen berechtigt,

(a) die Annahme einer von einer Nicht-Qualifizierten Person auf der Hauptversammlung abgegebenen Stimme zu verweigern; und/oder

(b) sämtliche geleisteten Ausschüttungen oder sonstigen auf die Aktien einer Nicht-Qualifizierten Person geleisteten Zahlungen einzubehalten; und/oder

(c) die Nicht-Qualifizierte Person anzuweisen, ihre Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft gegenüber den Nachweis zu erbringen, dass dieser Verkauf innerhalb von dreißig (30) Kalendertagen nach Versand der betreffenden Mitteilung erfolgt ist, jeweils vorbehaltlich der anwendbaren Übertragungsbeschränkungen gemäß des Emissionsdokuments; und/oder

(d) zwangsweise alle von einer Nicht-Qualifizierten Person gehaltenen Aktien zu einem Preis zurückzunehmen, der auf dem zuletzt berechneten Nettoinventarwert basiert, abzüglich einer Strafgebühr, die den der Gesellschaft aufgrund des Aktienbesitzes durch die Nicht-Qualifizierte Person entstehenden Kosten (einschließlich sämtlicher Kosten im Zusammenhang mit der Zwangsrücknahme) entspricht.

## 11. Übertragung von Aktien.

11.1 Jeder Verkauf, jede Abtretung, jeder Umtausch, jede Verpfändung, Belastung oder sonstige Veräußerung (Übertragung) sämtlicher oder eines Teils der Aktien eines Anlegers bedarf der vorherigen Zustimmung durch den Verwaltungsrat, die nach seinem alleinigen Ermessen erteilt und verweigert werden kann, wobei der Verwaltungsrat die Zustimmung nicht willkürlich verweigern darf.

11.2 Darüber hinaus

(a) ist jede Übertragung ungültig bzw. unwirksam,

(i) die zu einem Verstoß gegen ein Gesetz oder eine Rechtsvorschrift in Luxemburg, oder in einer anderen Rechtsordnung führen würde oder durch die der Gesellschaft andere steuerliche, rechtliche oder aufsichtsrechtliche Nachteile entstehen würden, wie jeweils von der Gesellschaft bestimmt;

(ii) die zu einem Verstoß gegen Bestimmungen der Satzung oder dieses Emissionsdokumentes führen würde;

(iii) die zu einer Registrierungspflicht der Gesellschaft als Investmentgesellschaft gemäß dem US Investment Company Act von 1940 in der jeweils gültigen Fassung führen würde;

(iv) wenn der Übertragungsempfänger eine US-Person oder eine im Auftrag oder namens einer US-Person handelnde Person ist; oder

(v) wenn der Übertragungsempfänger eine Nicht-Qualifizierte Person oder eine im Auftrag oder namens einer Nicht-Qualifizierten Person handelnde Person ist; oder

(vi) wenn der Übertragungsempfänger kein Sachkundiger Anleger ist; oder

(vii) wenn die Übertragung von Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrates dazu führen würde, dass die Aktien in einem Verwahr- oder Clearingsystem registriert werden, in dem die Möglichkeit besteht, dass die Aktien weiterübertragen werden könnten und dass diese Übertragung nicht im Einklang mit diesem Emissionsdokument und der Satzung erfolgt; oder

(viii) wenn durch die Übertragung die Gesellschaft mehr als 100 Aktionäre bekommen würde.

und

(b) Voraussetzung für jede (zulässige oder vorgeschriebene) Übertragung ist,

(i) dass der Übertragungsempfänger keine Nicht-Qualifizierte Person ist und in einer den Anforderungen der Gesellschaft genügenden Form erklärt, dass er keine Nicht-Qualifizierte Person ist;

(ii) dass die vorgesehene Übertragung selbst nicht gegen geltende Gesetze oder Vorschriften verstößt;

(iii) dass die Übertragung vom Verwaltungsrat genehmigt wird, wobei die Erteilung (oder Nicht-Erteilung) dieser Genehmigung allein in das Ermessen des Verwaltungsrates gestellt ist.

## 12. Ermittlung des Nettoinventarwertes.

12.1 Für die Gesellschaft wird der Nettoinventarwert im Einklang mit dem luxemburgischen Recht und der Satzung an jedem im Emissionsdokument dargelegten Bewertungstag bestimmt. Die Referenzwährung der Gesellschaft ist der Euro.

### 12.2 Berechnung des Nettoinventarwertes

(a) Die Berechnung des Nettoinventarwertes der Gesellschaft erfolgt nach Treu und Glauben in Luxemburg zu jedem Bewertungstag in der Referenzwährung der Gesellschaft.

(b) Die Zentralverwaltungsstelle berechnet den Nettoinventarwert unter der Aufsicht der Gesellschaft wie folgt:

(i) jede Aktie ist an der Gesellschaft entsprechend der ihr zurechenbaren Portfolio- und Ausschüttungsrechte, abzüglich der Verbindlichkeiten, beteiligt.

(ii) Der Nettoinventarwert je Aktie, wird wie folgt berechnet:

Der Nettoinventarwert an dem jeweiligen Bewertungstag wird durch die Gesamtzahl der an diesem Bewertungstag ausstehenden Aktien dividiert. Der Nettoinventarwert wird wie folgt bestimmt, wobei das Emissionsdokument für spezifische Vermögenswerte Sonderregelungen enthalten kann:

(a) Vermögenswerte, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum zur Zeit der Inventarwertberechnung letzten bekannten Kurs bewertet.

(b) Vermögenswerte, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Inventarwertberechnung sein darf und den die Gesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente verkauft werden können.

(c) Vermögenswerte, die weder an einer Börse notiert noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden vorbehaltlich spezifischer mit dem Wirtschaftsprüfer abgesprochener Regelungen im Emissionsdokument zu ihrem zum Zeitpunkt der Inventarwertberechnung jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Gesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

(d) Anteile an Investmentfonds werden zu ihrem zum Zeitpunkt der Inventarwertberechnung zuletzt festgestellten und erhältlichen Inventarwert, ggf. unter Berücksichtigung einer Rücknahmegebühr, bewertet.

(e) Die liquiden Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich anteiliger Zinsen zum Zeitpunkt der Inventarwertberechnung bewertet. Festgelder können zu dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, und der Gesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.

(f) Alle nicht auf die Währung der Gesellschaft lautenden Vermögenswerte werden zu dem zum Zeitpunkt der Inventarwertberechnung zuletzt verfügbaren Devisenmittelkurs bewertet.

(g) Bei Derivaten ist im Hinblick auf die Nettoinventarwertberechnung zu unterscheiden: (i) An der Börse oder anderen geregelten Märkten gehandelte Derivate (wie z.B. Optionen) werden grundsätzlich zu deren letztverfügbaren Börsenkursen bzw. Marktpreisen bewertet. (ii) Die Bewertung von Derivaten, die nicht an einer Börse notiert sind (OTC-Derivate), erfolgt anhand unabhängiger Preisquellen. Sollte für ein Derivat nur eine unabhängige Preisquelle vorhanden sein, wird die Plausibilität dieses Bewertungskurses mittels Berechnungsmodellen, die von der Gesellschaft und dem Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft anerkannt sind, auf der Grundlage des Verkehrswertes des Basiswertes, von dem das Derivat abgeleitet ist nachvollzogen.



(h) Die auf Wertpapiere bzw. Geldmarktpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.

(i) Sämtliche sonstige Wertpapiere oder sonstige Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet wie dieser nach Treu und Glauben von der Gesellschaft und nach einem von ihr festgelegten Verfahren bestimmt wird. Das Emissionsdokument kann im Hinblick auf bestimmte Vermögenswerte besondere Vorschriften zur Bewertung festschreiben.

(j) Gemäß Artikel 8.8. dieser Satzung können durch Sacheinbringung Vermögensgegenstände in das Gesellschaftsvermögen eingebracht werden, hierbei wird höchstens der Marktwert zugrunde gelegt werden.

(k) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

(i) Sämtliche fällige oder anfallende Kosten (einschließlich Verwaltungs- und Managementgebühren, Beratungsgebühren, Verwahrstellengebühren, sonstige Vertretergebühren etc.), die der Gesellschaft zugeordnet werden;

(ii) Sämtliche bekannte, gegenwärtige und zukünftige Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;

(iii) Angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigte und angenommene Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

(iv) Sämtliche sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden;

(v) Liquidationskosten für die Auflösung der Gesellschaft, sobald diese erkennbar ist.

### **13. Zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung sowie der Ausgabe und der Rücknahme.**

13.1. Die Gesellschaft kann die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie und die Ausgabe von Aktien vorübergehend in den folgenden Fällen aussetzen:

(a) während einer Zeitspanne, wo ein wesentlicher Markt oder eine wesentliche Börse, an der ein erheblicher Teil der Anlagen der Gesellschaft notiert ist oder gehandelt wird, außerhalb der regulären Feiertage geschlossen ist oder während einer Zeitspanne in der Transaktionen erheblich beschränkt oder unterbrochen sind; oder

(b) während einer Zeitspanne, während, aus welchem Grund auch immer, der Wert der Vermögenswerte in die die Gesellschaft angelegt hat, nicht ermittelt werden kann; oder

(c) während des Bestehens einer Notfallsituation, die dazu führt, dass die Gesellschaft nicht über ihre Anlagen verfügen kann; oder

(d) während eines Zusammenbruchs der Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Ermittlung der Preise der Anlagen der Gesellschaft oder des Tageskurses an einer Börse oder einem Markt eingesetzt werden; oder

(e) während einer Zeitspanne, während der die Überweisung von Geld in Bezug auf die Realisierung von oder die Zahlung auf Anlagen der Gesellschaft nicht durchgeführt werden kann; oder

(f) wenn die Aussetzung von Rechts wegen oder auf Grund eines rechtlichen Verfahrens vorgeschrieben ist; und/oder

(g) wenn der Verwaltungsrat entscheidet, dass andere außergewöhnliche Umstände vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen.

13.2 Eine solche Aussetzung kann von der Gesellschaft in der von ihr als angemessen angesehenen Form und denjenigen Personen mitgeteilt werden, die wahrscheinlich von der Aussetzung betroffen sein werden.

13.3 Die Ermittlung des Nettoinventarwertes der Aktien und die Ausgabe von Aktien an Zeichner können auch in dem Fall -und ab dem Zeitpunkt - ausgesetzt werden, in dem eine Mitteilung veröffentlicht wird, mit der eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließen soll, einberufen wird.

### **14. Ertragsverwendung.**

14.1 Jedes Jahr beschließt die Hauptversammlung der Aktionäre, auf der Grundlage eines Vorschlages des Verwaltungsrates, wie die Erträge zu verwenden sind. Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Es kann keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt. Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten und der zugehörige Ertragsausgleich ist zu berücksichtigen.

14.2 Über die im vorstehenden Absatz genannten Ausschüttungen hinaus können auch Zwischenausschüttungen vorgenommen werden. Voraussetzung ist, dass nach der Ausschüttung das Nettovermögen der Gesellschaft noch mehr als 1.250.000 EUR beträgt.

14.3 Zahlungen erfolgen in der Referenzwährung. Ausschüttungen, die innerhalb von fünf Jahren, nachdem sie erklärt wurden, nicht geltend gemacht werden, verfallen zugunsten der Gesellschaft.

14.4 Die Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre erfolgt an deren im Aktienregister eingetragene Adressen.

## **15. Hauptversammlung.**

15.1 Die Hauptversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre. Sie hat die weitesten Befugnisse, um über alle Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

15.2 Jede Aktie berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert pro Aktie, zu einer Stimme.

15.3 Beschlüsse werden vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen der auf dieser Versammlung anwesenden und ordnungsgemäß vertretenen Aktionäre gefasst. Die Beschlüsse der Hauptversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre.

15.4 Die Aktionäre können sich auf der Hauptversammlung vertreten lassen. Die Aktionäre können auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Aktionäre, die auf diesem Wege an der Hauptversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen.

15.5 Aktionäre können auf schriftlichem Wege auf einer Hauptversammlung mittels eines hierfür erstellten Formulars abstimmen. Das Formular muss allgemeine Angaben zur jeweiligen Hauptversammlung, zum Aktionär und dessen Beteiligung, zur Tagesordnung und den zu fassenden Beschlüssen, sowie die Möglichkeit zur Zustimmung, Ablehnung und Enthaltung aufführen. Das Formular muss mindestens 5 Tage vor der Hauptversammlung am Sitz der Gesellschaft eingegangen sein, es sei denn, der Verwaltungsrat trifft hiervon eine abweichende Bestimmung im Formular.

15.6 Die Hauptversammlung tritt auf Ladung des Verwaltungsrates zusammen. Hauptversammlungen der Aktionäre werden an dem Ort und an dem Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten, die in dem jeweiligen Ladungsschreiben angegeben sind. Die jährliche ordentliche Hauptversammlung findet am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen in der Ladung bestimmten Ort am dritten Mittwoch im Juni eines jeden Jahres um 10.00 Uhr (Luxemburger Zeit) statt. Ist dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg, findet die Hauptversammlung am darauf folgenden Bankarbeitstag statt.

15.7 Eine Hauptversammlung kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Hauptversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des luxemburgischen Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Hauptversammlung veranlasst. Die Einberufung der Hauptversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

15.8 Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Hauptversammlung durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

15.9 Dem Verwaltungsrat steht es zu, weitere Bedingungen zur Teilnahme an Hauptversammlungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft zu bestimmen.

15.10 Sofern sämtliche Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

15.11 Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung“ in der vorliegenden Satzung je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als Bezug auf den „alleinigen Aktionär“ zu verstehen und alle Befugnisse der Hauptversammlung werden vom alleinigen Aktionär ausgeübt.

## **16. Verwaltungsrat.**

16.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern. Der Verwaltungsrat wird von der Hauptversammlung bestellt. Die Hauptversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder.

16.2 Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder darf sechs Jahre nicht überschreiten. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wieder gewählt werden. Die Hauptversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jederzeit, ohne Angabe von Gründen, abberufen. Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die freie Stelle zeitweilig besetzen; die Aktionäre werden bei der nächsten Hauptversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

16.3 Sofern eine juristische Person zum Verwaltungsratsmitglied ernannt wurde, muss diese juristische Person einen permanenten Vertreter benennen, um die Funktion des Verwaltungsratsmitglieds im Namen der juristischen Person zu erfüllen. Dieser Vertreter unterliegt den gleichen Bedingungen und Pflichten und trägt die gleiche Haftung, als würde er die Aufgabe auf eigene Rechnung erfüllen, unabhängig von der gemeinsamen Haftung des Vertreters und der juristischen Person. Die juristische Person kann den Vertreter nicht zurückziehen ohne gleichzeitig einen neuen Vertreter zu benennen.

## **17. Verwaltungsratssitzungen.**

17.1 Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter bestimmen. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und in seiner Abwesenheit wird die Leitung durch den Stellvertreter wahrgenommen.

17.2 Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort im Großherzogtum Luxemburg zusammen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält wenigstens 10 Tage vor der entsprechenden Sitzung eine schriftliche Einladung, welche das Datum, den Ort und die Zeit der Verwaltungsratssitzung enthält. In Dringlichkeitsfällen muss diese Frist nicht eingehalten werden. Auf diese Einladung kann schriftlich von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

17.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Erklärung (Brief, Telefax, E-Mail oder ein ähnliches Kommunikationsmittel) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

17.4 Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratsitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

17.5 Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt.

#### **18. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen.**

18.1 Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle angeheftet.

18.2 Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren benötigt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

#### **19. Befugnisse des Verwaltungsrates.**

19.1 Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes auszuüben. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

19.2 Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

19.3 Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

19.4 Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

19.5 Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren Personen seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen, sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten.

Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Aktionäre zu sein brauchen, erfolgen. Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

#### **20. Interessenkonflikte.**

20.1 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und die anderen Verwaltungsratsmitglieder werden darüber entscheiden, ob das Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen darf. Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die Beschlüsse durch eine Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

20.2 Die Wirksamkeit eines Vertrags oder eines anderen Geschäfts zwischen der Gesellschaft und Dritten wird durch die Tatsache nicht berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dem Vertrag oder anderen Geschäft haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Handlungsbevollmächtigte oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind.

20.3 Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt

oder sonst in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

20.4 Die Gesellschaft gibt sich eine Politik zur Vermeidung von Interessenkonflikten.

### **21. Anlagepolitik.**

21.1 Das Gesellschaftsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Sinne des Gesetzes von 2007 und den Anlagebeschränkungen gemäß Artikel 4 dieser Satzung und im Rahmen der Anlagepolitik und -grenzen, wie sie im Emissionsdokument beschrieben werden, angelegt.

21.2 Der Verwaltungsrat ist für die Umsetzung der im Emissionsdokument festgelegten Anlagepolitik zuständig. Der Verwaltungsrat ist befugt, das Fondsmanagement auf eine externe Fondsmanagementgesellschaft auszulagern, welche die Voraussetzungen für eine Auslagerung nach dem Gesetz von 2007 erfüllt. Im Emissionsdokument der Gesellschaft können Beschränkungen oder Bedingungen festgelegt werden, welche durch den Verwaltungsrat beachtet werden müssen. Die Entscheidung betreffend die Änderung der Anlagepolitik wird durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Aktionäre gefasst.

### **22. Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft.**

22.1 Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Hauptversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 15 dieser Satzung aufgelöst werden.

22.2 Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6.1. dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Hauptversammlung vorgelegt. Die Hauptversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

22.3 Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Hauptversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6.1 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Hauptversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

22.4 Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten wird.

22.5 Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Hauptversammlung ernannt werden müssen. Letztere bestimmt auch über Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten, und die Verwahrstelle wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des Liquidators/der Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des luxemburgischen Rechts wird der Liquidationserlös für Aktien, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation bei der «Caisse de Consignation» verwahrt. Werden diese nicht eingefordert, verfallen sie nach 30 Jahren.

### **23. Geschäftsjahr - Jahresabschluss.**

23.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Januar eines jeden Kalenderjahres und endet am 31. Dezember desselben Kalenderjahres.

23.2 Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft werden in Euro beziehungsweise in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten anderen Währungen erstellt.

23.3 Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden in Euro aufgestellt. Der Jahresbericht wird auf Grundlage der allgemein anerkannten luxemburgischen Rechnungslegungsvorschriften unter entsprechender Anwendung der für Kapitalgesellschaften geltenden Vorschriften aufgestellt. Der Jahresbericht gibt Auskunft über das Gesellschaftsvermögen, die Geschäfts- und Investmenttätigkeit und die Anlageverwaltung der Gesellschaft. Er umfasst unter anderem den geprüften Jahresabschluss, eine Vermögensaufstellung der Gesellschaft, den Bericht des Wirtschaftsprüfers und die Berechnung des Wertes der Aktiva der Gesellschaft zum jeweiligen Geschäftsjahresende. Die Gesellschaft wird jeden Jahresabschluss innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft veröffentlichen

**24. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresabschluss der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft, welcher von der Hauptversammlung bestellt und von der Gesellschaft vergütet wird. Der Wirtschaftsprüfer hat sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007 zu erfüllen.

**25. Verwahrstelle.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Verwahrstellenvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner jeweils gültigen Fassung (Verwahrstelle) abschließen. Die Verwahrstelle hat sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007 und dem sonstigen anwendbaren Luxemburger Recht zu erfüllen.

## 26. Anwendbares Recht - Änderungen der Satzung.

26.1 Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915, in ihrer jeweils gültigen Fassung, sowie dieser Satzung. Im Konfliktfalle zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 geht das Gesetz von 2007 vor.

26.2 Die Satzung kann durch eine Hauptversammlung der Aktionäre, welche den Quorums- und Mehrheitserfordernissen des Gesetzes von 1915 entsprechen, geändert werden.

### *Dritter Beschluss*

Eine Abstimmung zum Tagesordnungspunkt „Sonstiges“ findet nicht statt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen.

WORÜBER URKUNDE, geschehen und aufgenommen zu Grevenmacher, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung des Vorgeschehenen an die Komparenten, welche dem unterzeichneten Notar durch Familiennamen, Vornamen, Zivilstatus und Wohnort bekannt sind, haben die Mitglieder des Versammlungsrates gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Ch. Schlicht, D. Peiffer, K. Nickels und J. Castel.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 26 août 2015. Relation: GAC/2015/7303. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

*Der Einnehmer* (gezeichnet): Schlink.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister sowie zwecks Veröffentlichung im Mémorial.

Grevenmacher, den 31. August 2015.

J. Castel

*Der Notar*

Référence de publication: 2015146425/589.

(150160479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2015.

### **RX Healthcare Immobilien S.a r.l., Société à responsabilité limitée, (anc. RX Healthcare Immobilien S.A.).**

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 141.323.

In the year two thousand and fifteen on the twenty-fifth day of August.

Before the undersigned Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. Crystal Partners Lux Holding Company Limited, a société à responsabilité limitée, having its registered office at 76-78, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, having a share capital of EUR12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 135412, duly represented by Mr. Sylvain Kirsch, director, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 August 2015;

2. German Healthcare Group S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 48 rue d'Eich, L-1460 Luxembourg, having a share capital of EUR12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 191299, duly represented by Mr. Sylvain Kirsch, director, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 August 2015;

Which proxies shall be signed “ne varietur” by the attorney of the above named parties and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purposes of registration.

The above named parties, represented as mentioned above, have required the undersigned notary to declare as follows:

RX HEALTHCARE IMMOBILIEN S.A, a société anonyme, having its registered office at 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 141323 (the “Company”) was incorporated by a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, on 16 July 2008, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2316 on 23 September 2008. The articles of incorporation of the Company have not been amended to date.

The agenda of the meeting is the following:

### *Agenda*

- 1) Decision to change the corporate form of the Company from a public limited company (société anonyme) to a private limited liability company (société à responsabilité limitée).
- 2) Decision to subsequently amend and restate the articles of incorporation of the Company.
- 3) Decision to confirm the appointment of the existing directors as managers of the Company.

After deliberation, the general meeting then unanimously adopted the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting has resolved to change the corporate form of the Company from a public limited company (société anonyme) to a private limited liability company (société à responsabilité limitée).

*Second resolution*

The general meeting has subsequently resolved to amend and restate the articles of incorporation of the Company, without changing the name, the purpose, the share capital and the financial year of the Company, so as to read as follows:

**Title I. - Name, Registered office, Purpose, Duration**

**Art. 1.** There exists a private limited liability company which will be governed by the laws in effect and especially by those of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (hereafter the “Law”) as well as by the present articles (hereafter the “Articles”).

**Art. 2.** The name of the Company is RX HEALTHCARE IMMOBILIEN S.A. R.L..

**Art. 3.** The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg. It can be transferred to any other place within that commune by a decision of the manager or the board of managers, as the case may be. It can be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

**Art. 4.** The Company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of real estate, stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries, affiliated or group companies. The Company may also establish branches in Luxembourg and abroad. The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

**Art. 5.** The Company is established for an unlimited term.

**Art. 6.** The bankruptcy, insolvency or the failure of one of the partners will not put an end to the Company.

**Title II. - Capital, Parts**

**Art. 7.** The capital of the Company is fixed at thirty-one thousand euro (31,000.- EUR) divided into thirty-one thousand (31,000) parts of one euro (EUR 1.-) each.

**Art. 8.** Parts can be freely transferred by the sole partner, as long as there is only one partner.

In case there is more than one partner, parts are freely transferable among partners. Transfer of parts inter vivos to non-partners may only be made with the prior approval given in general meeting of partners representing at least three quarters (3/4) of the share capital of the Company.

For all other matters, reference is made to Articles 189 and 190 of the Law.

**Art. 9.** The heirs, representatives or entitled persons of a partner and creditors of a partner cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the Company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

**Title III. - Management**

**Art. 10.** The Company is managed by one or more managers appointed by the partners for an undetermined term. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) may be revoked ad nutum.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is invested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for the accomplishment of the corporate purpose of the Company, except those expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of partners.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the manager, or in case of plurality of managers, by the board of managers represented by the manager delegated for this purpose.

In case of only one appointed sole manager, the Company shall be bound by the sole signature of such sole manager. In case of plurality of managers, the Company shall be bound by the joint signature of any two members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

In case of plurality of managers, the board of managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the votes of the managers present either in person or by proxy.

All meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg.

Resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

In addition, any member of the board of managers who participates in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board of managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by two managers. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by two managers.

#### **Title IV. - General Meeting of Partners**

**Art. 11.** The sole partner shall exercise all the powers vested with the general meeting of the partners under section XII of the Law.

All decisions exceeding the powers of the manager(s) shall be taken by the sole partner. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes, kept in a special register.

In case there is more than one partner, decisions of partners shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the manager or board of managers, as the case may be. Resolutions shall be validly adopted by the partners representing more than fifty per-cent (50%) of the capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters (3/4) of the Company's capital, subject to the provisions of the Law.

All general meetings of partners shall take place in Luxembourg.

Each part carries one vote at all meetings of partners.

Any partner may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a partner, to represent him at a general meeting of partners and to vote in his name and stead.

#### **Title V. - Financial year, Profits, Reserves**

**Art. 12.** The financial year of the Company starts on 1 October and ends on 30 September of each year.

**Art. 13.** Each year on 30 September an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The remainder of the net profit is at the disposal of the general meeting of partners.

#### **Title VI. - Dissolution, Liquidation**

**Art. 14.** In case of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be partners, designated by the meeting of partners at the majority defined by Article 142 of the Law. The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the partners on the parts of the Company.

The final surplus will be distributed to the partners in proportion to their respective participation in the Company.

#### **Title VII. - Varia**

**Art. 15.** The parties refer to the existing Law and regulations for all matters not mentioned in the present Articles.

Following the transformation above, the thirty-one thousand (31,000) parts representing the capital are all held as follows:

Partners:	Parts
Crystal Partners Lux Holding Company Limited . . . . .	1,585
German Healthcare Group S.à r.l. . . . .	<u>29,415</u>
Total . . . . .	31,000

#### *Third resolution*

The general meeting has resolved to confirm the appointment of Milène BELEM, Pascal BRUZZESE, Fabien WANIER and Michael LEVY as managers of the Company for an unlimited period of time

#### *Costs*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at three thousand six hundred euro (EUR 3,600.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the members of the bureau, this deed is worded in English followed by a German translation. On request of the members of the bureau and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, this deed was drawn up in Luxembourg, on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the members of the bureau, all known to the notary by first and surname, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

#### **Follows the german version**

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am fünfundzwanzigsten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Martine SCHAEFFER, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1. Crystal Partners Lux Holding Company Limited, société à responsabilité limitée, mit Gesellschaftssitz in 76-78, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, mit Gesellschaftskapitel von EUR 12,500 und eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 135412, hier vertreten durch Herr Sylvain Kirsch, Direktor, beruflich ansässig in Luxemburg, durch eine am 17. August 2015 erteilte Vollmacht;

2. German Healthcare Group S.à r.l., société à responsabilité limitée, mit Gesellschaftssitz in 48 rue d'Eich, L-1460 Luxembourg, mit Gesellschaftskapitel von EUR 12,500 und eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 191299, hier vertreten durch Herr Sylvain Kirsch, Direktor, beruflich ansässig in Luxemburg, durch eine am 17. August 2015 erteilte Vollmacht;

Welche Vollmachten, nachdem sie durch den oben benannten Vertreter und den unterzeichnenden Notar „ne varietur“ gezeichnet wurde, mit dieser Urkunde verbunden bleiben soll, um zusammen registriert zu werden.

Die oben benannten Parteien, vertreten wie oben erwähnt, ersuchen den Notar folgendes zu beurkunden:

RX HEALTHCARE IMMOBILIEN S.A, société anonyme, mit Sitz in 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg und eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 141323 (die „Gesellschaft“) wurde gemäß notarieller Urkunde von Notar Paul BETTINGEN, Notar mit Amtssitz in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg, am 16. Juli 2008 gegründet, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2316 vom 23. September 2008. Die Statuten der Gesellschaft wurden seit der Gründung nicht abgeändert.

Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

#### *Tagesordnung*

1) Beschluss zur Änderung der Gesellschaftsform von einer Aktiengesellschaft (société anonyme) in einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée).

2) Beschluss zur Änderung und Neufassung der Satzung der Gesellschaft.

3) Beschluss zur Beibehaltung der Verwaltungsratsmitglieder als Geschäftsführer der Gesellschaft.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

#### *Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt, die Gesellschaftsform der Gesellschaft von einer Aktiengesellschaft (société anonyme) in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu ändern.



### Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt weiterhin, die Satzung der Gesellschaft abzuändern, ohne jedoch den Name, das Kapital, den Zweck und das Geschäftsjahr der Gesellschaft abzuändern, und in folgender Weise neuzufassen:

#### **Titel I. - Firma, Sitz, Zweck, Dauer**

**Art. 1.** Es existiert eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche den bestehenden luxemburgischen Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungen, (das «Gesetz») und der hiernach folgenden Satzung (die «Satzung») unterliegt.

**Art. 2.** Der Name der Gesellschaft lautet RX HEALTHCARE IMMOBILIEN S.A R.L..

**Art. 3.** Der Gesellschaftssitz ist in der Gemeinde Luxemburg. Er kann durch Beschluss des Geschäftsführers bzw. des Vorstands innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden. Er kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Satzungsänderung maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Im Falle außergewöhnlicher politischer oder wirtschaftlicher Ereignisse, welche auftreten oder sich dringlich ergeben und die normale Aktivität oder Kommunikation am Gesellschaftssitz mit dem Ausland erschweren, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis diese Ereignisse oder Umstände nicht mehr vorhanden sind.

Eine solche Entscheidung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft. Die Entscheidung wird durch das Organ der Gesellschaft an Drittparteien bekannt gemacht, welches am besten dafür in der Lage ist.

**Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Anteilen, in jeder bestehenden Form, an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung, oder auf andere Art, sowie der Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Art, von Grundeigentum, Aktien, Schuldverschreibungen, Pfandbriefen, Schuldscheinen oder anderen Wertpapieren jeglicher Art, und der Besitz, die Verwaltung, die Entwicklung sowie das Management seines Portfolios.

Die Gesellschaft kann an der Gründung und der Fortführung jeglicher Finanz-, Industrie- oder Handelsunternehmen teilnehmen und Unterstützung im Wege von Darlehen, Bürgschaften, Garantien oder auf andere Weise für seine Tochterunternehmen, Zweigniederlassungen oder andere Unternehmen derselben Gruppe leisten. Die Gesellschaft kann Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland errichten. Die Gesellschaft kann Darlehen aufnehmen und Schuldverschreibungen emittieren.

Generell kann die Gesellschaft alle kontrollierenden oder beaufsichtigenden Maßnahmen ergreifen, um jegliche finanziellen, beweglichen oder unbeweglichen, handelsbezogenen oder industriellen Aktivitäten auszuführen, die es für nützlich und notwendig erachtet, um den Gesellschaftszweck zu erreichen und zu fördern.

**Art. 5.** Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

**Art. 6.** Die Gesellschaft wird nicht durch Insolvenz, Zahlungsunfähigkeit oder Verlust der Geschäftsfähigkeit eines Gesellschafters aufgelöst.

#### **Titel II. - Gesellschaftskapital, Anteile**

**Art. 7.** Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR), eingeteilt in einunddreißigtausend (31.000) Anteile von je einem Euro (1,- EUR).

**Art. 8.** Die Anteile können, solange es nur einen Gesellschafter gibt, von diesem Gesellschafter ohne Beschränkungen übertragen werden.

Im Falle, dass es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Eine Übertragung von Anteilen inter vivos an Nichtgesellschafter kann nur nach Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, erfolgen.

Für alle anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften verwiesen.

**Art. 9.** Ein Gesellschafter, seine Erben, Vertreter, Berechtigten oder Gläubiger können weder einen Antrag auf Siegelanlegung an den Gütern und Werten der Gesellschaft stellen, noch in irgendeiner Form den normalen Geschäftsgang der Gesellschaft beeinträchtigen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Bilanzen und die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beziehen.

#### **Titel III. - Geschäftsführung**

**Art. 10.** Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche von den Gesellschaftern für eine unbestimmte Dauer gewählt werden, verwaltet. Sofern mehrere Geschäftsführer gewählt sind, bilden sie einen Vorstand. Die Geschäftsführer können ohne Angabe von Gründen, ad nutum, abgewählt werden.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesell-

schaftszweck durchführen zu können, wobei ihm alle Befugnisse zustehen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugeschrieben werden.

Sollte die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte in einem Rechtsstreit auftreten, vertritt der Geschäftsführer, oder im Falle des Vorstands der vom Vorstand dafür autorisierte Geschäftsführer, die Gesellschaft in ihrem eigenen Namen.

Existiert nur ein alleiniger Geschäftsführer, so wird die Gesellschaft durch die Unterschrift dieses alleinigen Geschäftsführers verpflichtet. Im Falle der Ernennung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Vorstandes rechtswirksam verpflichtet.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand kann seine Zuständigkeiten für spezielle Aufgaben an Unterbevollmächtigte oder an einen oder mehrere ad hoc Vertreter delegieren.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer kann der Vorstand nur wirksam entscheiden, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Vorstandes benötigen eine Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer.

Alle Sitzungen des Vorstandes finden in Luxemburg statt.

Beschlüsse, welche von allen Mitgliedern des Vorstandes unterzeichnet sind, gelten als genauso wirksam angenommen, als wenn diese Beschlüsse bei einer korrekt einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung getroffen worden wären. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren identischen Kopien erscheinen und sie können durch Brief, Telefax oder ähnliche Kommunikation nachgewiesen werden.

Außerdem soll jedes Vorstandsmitglied, welches an einer Vorstandssitzung im Wege einer Kommunikationshilfe (einschließlich Telefon) teilnimmt, welche es den (selbst, durch Vollmacht oder ebenfalls durch eine Kommunikationshilfe) anwesenden Vorstandsmitgliedern erlaubt, das andere Vorstandsmitglied jederzeit während der Sitzung zu hören und selbst gehört zu werden, als für diese Vorstandssitzung anwesend gelten und soll bei der Aufstellung des Quorums und mit seiner Stimme bei Abstimmungen während einer solchen Sitzung berücksichtigt werden.

Sollte ein Beschluss im Wege einer Telefonkonferenz gefasst werden, so soll der Beschluss als in Luxemburg gefasst gelten, sofern die Telefonkonferenz von Luxemburg aus initiiert wurde.

Die Protokolle der Sitzung der Geschäftsführung werden von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder die Auszüge solcher Protokolle, die für Gerichtsverfahren oder anderweitig angefertigt werden, werden von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

#### **Titel IV. - Gesellschafterversammlung**

**Art. 11.** Der einzige Gesellschafter ist mit allen Zuständigkeiten ausgestattet, die der Gesellschafterversammlung nach Abschnitt XII des Gesetzes eingeräumt werden.

Alle Entscheidungen, welche nicht in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder des Vorstands fallen, können vom Gesellschafter getroffen werden. Jede solcher Entscheidungen muss schriftlich verfasst, in einem Protokoll festgehalten und in einem speziellen Register registriert werden.

Sollte mehr als ein Gesellschafter existieren, so werden die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung gefasst oder durch schriftliche Beratung auf Initiative des Geschäftsführers oder des Vorstands. Beschlüsse gelten nur als angenommen, wenn Gesellschafter, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Kapitals vertreten, zugestimmt haben.

Beschlüsse zur Abänderung dieser Satzung können mit Blick auf das geltende Gesetz nur wirksam gefasst werden, wenn ein solcher Beschluss von der Mehrheit der Gesellschafter gefasst wird, wobei ein Quorum von drei Viertel (3/4) des existierenden Gesellschaftskapitals anwesend sein muss.

Alle Gesellschafterversammlungen finden in Luxemburg statt.

Jeder Gesellschaftsanteil beinhaltet das Recht zur Abgabe einer Stimme auf jeder Gesellschafterversammlung.

Jeder Gesellschafter kann im Wege einer schriftlichen Vollmacht eine andere Person, die kein Gesellschafter sein muss, autorisieren, ihn auf einer Gesellschafterversammlung zu vertreten und in seinem Namen und auf seine Rechnung abzustimmen.

#### **Titel V. - Geschäftsjahr, Gewinn, Reserven**

**Art. 12.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober und endet am letzten Septembertag eines jeden Jahres.

**Art. 13.** Jedes Jahr, am letzten Tag des Monats September, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellt.

Das Einkommen der Gesellschaft, nach Abzug der generellen Ausgaben und der Unkosten, der Abschreibungen und der Provisionen, stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; dieser Abzug ist solange obligatorisch, bis der Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals umfasst. Der Abzug muss allerdings wieder bis zur vollständigen Herstellung des Reservefonds aufgenommen werden, wenn der Fond, zu welchem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer, vermindert wurde.

Der verbleibende Betrag des Nettogewinns steht der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter zur Verfügung.

#### **Titel VI. - Liquidation, Auflösung**

**Art. 14.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung, mit der in Artikel 142 des Gesetzes vom 10. August 1915 und seinen Abänderungsgesetzen bestimmten Mehrheit, ernannt werden. Der/Die Liquidator(en) verfügt/verfügen über die weitestgehenden Befugnisse zur Realisierung des existierenden Vermögens und Begleichung der Verpflichtungen.

Der nach der Begleichung aller Kosten, Schulden und Ausgaben, welche aufgrund der Liquidation entstehen, zur Verfügung stehende Betrag soll verwendet werden, um die von den Gesellschaftern auf Gesellschaftsanteile eingezahlten Beträge zurückzuzahlen.

Der danach noch bestehende Restbetrag wird an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Gesellschaftsbeteiligung ausgezahlt.

#### **Titel VII. - Verschiedenes**

**Art. 15.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Parteien auf die bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Nach vorgenannter Änderung der Gesellschaftsform, werden die einundressigtausend Anteile wie folgt gehalten:

Gesellschafter	Anteile
Crystal Partners Lux Holding Company Limited . . . . .	1.585
German Healthcare Group S.à r.l. . . . .	29.415
Total: . . . . .	31.000

#### *Dritter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt weiterhin, Milène BELEM, Pascal BRUZZESE, Fabien WANNIER und Michael LEVY als Gesellschaftsführer auf unbegrenzte Zeit zu ernennen.

#### *Ausgaben*

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder ähnliche Gebühren in jeglicher Form, welche von der Gesellschaft als Ergebnis der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf ungefähr dreitausendsechshundert Euro (EUR 3.600,-) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der Mitgliedern des Präsidiums die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer Deutschen Übersetzung verfasst ist, und dass auf Hinweis denselben Mitgliedern des Präsidiums im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen, die englische Version entscheidend sein soll.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen, am Datum wie eingangs erwähnt in Luxemburg.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterzeichnet.

Signé: S. Kirsch et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 27 août 2015. Relation: 2LAC/2015/19384. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2015.

Référence de publication: 2015147323/343.

(150160767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2015.

#### **Green Return S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 199.459.

#### — STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am vierten August.

Vor uns, Maître Carlo Wersandt, Notar mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, in Vertretung von Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, welcher Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

## IST ERSCHIENEN:

wpd invest GmbH, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in D-28217 Bremen, Stephanitorsbollwerk 3, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Bremen unter der Nummer HRB 300385 HB,

hier vertreten durch Frau Caroline EGRY, Privatangestellte, geschäftsansässig in 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt am 24. Juli 2015.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch den Vertreter des Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

In ihrer oben angegebenen Eigenschaft ersucht die Erschienene den unterzeichneten Notar, die Satzung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden.

**1. Name.** Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung Green Return S.à r.l. (die Gesellschaft). Diese unterliegt den Bestimmungen des luxemburgischen Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner aktuellen Fassung (das Gesetz von 1915) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung.

### **2. Gesellschaftszweck.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist, als Komplementärin (associé gérant commandité), der Green Return Fund SCS, SICAV-FIS (die Fondsgesellschaft), eines spezialisierten Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung (das Gesetz von 2007), in Form einer einfachen Kommanditgesellschaft (société en commandite simple - SCS) nach dem Gesetz von 1915 in seiner jeweils gültigen Fassung, zu handeln.

2.2 Die Gesellschaft hat die ihr nach dem Gesetz von 1915 zustehenden Rechte und Pflichten und darf sonst alle Aktivitäten ausführen, die direkt oder indirekt zur Erreichung und zur Förderung des Gesellschaftszweck nützlich oder dienlich sind.

**3. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

### **4. Sitz der Gesellschaft.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung verlegt werden.

**5. Kapital der Gesellschaft.** Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölf Tausend und fünf Hundert Euro (12.500,- EUR) gesetzt, eingeteilt in ein Hundert und fünf und zwanzig (125) Anteile zu je einem Nominalwert von ein Hundert Euro (100,- EUR).

**6. Änderungen des Gesellschaftskapitals.** Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch einen Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung erhöht oder herabgesetzt werden. Es gelten hierbei die Mehrheitsbestimmungen des Gesetzes von 1915.

**7. Gewinnbeteiligung.** Jedem Anteil entspricht ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

**8. Unteilbarkeit der Anteile.** Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

### **9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen.**

9.1 Im Falle eines alleinigen Gesellschafters sind Anteile des alleinigen Gesellschafters frei übertragbar.

9.2 Im Falle einer Mehrzahl von Gesellschaftern muss die Übertragung von Anteilen an Dritte durch die Gesellschafterversammlung, die mindestens drei Viertel des einbezahlten Stammkapitals der Gesellschaft repräsentiert, angenommen werden, bzw. im Falle des Ausscheidens eines Gesellschafters durch drei Viertel der Stimmen der verbleibenden Gesellschafter.

### **10. Rückkauf von Anteilen.**

10.1 Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven und Geldmittel verfügt.

10.2 Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung zu den in dem zum Eigenanteilserwerb ermächtigenden Beschluss festgelegten Bedingungen erwerben oder veräußern.

**11. Tod, Aberkennung der Bürgerlichen Rechte, Insolvenz oder Bankrott der Gesellschafter.** Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt vom Tode, der Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Auflösung, der Insolvenz oder der Zahlungsunfähigkeit des alleinigen Gesellschafters bzw. irgendeines Gesellschafters.

## 12. Geschäftsführung.

12.1 Die Gesellschaft ist verwaltet von einem Geschäftsführerrat (conseil de gérance) der aus mindestens drei Geschäftsführern besteht. Die Geschäftsführer werden durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung für einen bestimmten oder unbestimmten Zeitraum ernannt und können ohne Angabe von Gründen abberufen oder ersetzt werden. Die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die im Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen, soweit sich aus diesem Artikel nichts anderes ergibt.

12.2 Der Geschäftsführerrat ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind.

12.3 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten (a) durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens zwei Geschäftsführern der Gesellschaft oder (b) durch die Unterschrift einer Person oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Geschäftsführerrat übertragen worden ist, vertreten.

12.4 Jeder Geschäftsführer kann seine Befugnisse in Anbetracht bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad hoc Bevollmächtigte delegieren. Der jeweilige Geschäftsführer, der seine Befugnisse delegiert, legt die Verantwortlichkeiten und die Vergütung des Bevollmächtigten (sofern das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen fest.

12.5 Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Beschlüsse können nur gefasst werden und der Geschäftsführerrat kann nur handeln, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

12.6 Der Geschäftsführerrat kann einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden für jede Sitzung des Geschäftsführerrates durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer wählen. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde.

12.7 Sitzungen des Geschäftsführerrates sind in Luxemburg abzuhalten, sofern nicht in der Geschäftsordnung des Geschäftsführerrates eine abweichende Regelung getroffen wurde. Jede Sitzung des Geschäftsführerrates muss wenigstens vierundzwanzig (24) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer im Falle von Dringlichkeit. In diesem Falle muss die Art und der Grund der Dringlichkeit im Einladungsschreiben angegeben werden. Eine Sitzung des Geschäftsführerrates kann von jedem Geschäftsführer einzeln einberufen werden. Wenn alle anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung des Geschäftsführerrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

12.8 Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung zudem per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Ein Geschäftsführer, der an einer Sitzung des Geschäftsführerrates im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikationsmittel (wie oben beschrieben) teilnimmt, gilt als persönlich erschienen bzw. anwesend; eine solche über Fernkommunikationsmittel abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt wird und von den an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung von diesem, unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten, sofern solche ausgestellt wurden, sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

12.9 Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch auf schriftlichen Wege wirksam gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern des Geschäftsführerrates unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung, die in Luxemburg stattgefunden hat.

**13. Haftung der Geschäftsführer.** Die Geschäftsführer haften nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

## 14. Gesellschafterversammlung.

14.1 Eine jährliche Versammlung der Gesellschafter wird am Sitz der Gesellschaft abgehalten, oder an jedem anderen in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes befindlichen Ort, der im Einberufungsschreiben angegeben wird.

14.2 Andere Versammlungen der Gesellschafter können jederzeit an jedem beliebigen Ort in Luxemburg abgehalten werden, der im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben wird.

14.3 Solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen Gesellschafterbeschlüsse schriftlich von allen Gesellschaftern gefasst werden, ohne dass es einer Gesellschafterversammlung bedarf. In diesem Fall muss ein präziser Entwurf des Beschlusses oder der anzunehmenden Beschlüsse an jeden Gesellschafter geschickt werden, und jeder Gesellschafter gibt seine Stimme schriftlich ab. Die Abstimmung kann durch Brief, Fax oder E-Mail erfolgen.

### **15. Stimmrecht der Gesellschafter, Beschlussfähigkeit und Mehrheit.**

15.1 Ein alleiniger Gesellschafter vereinigt alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung auf sich.

15.2 Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern hat jeder Gesellschafter das Recht, an gemeinsamen Entscheidungen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie Anteile auf ihn entfallen. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden gemeinsame Beschlüsse rechtskräftig angenommen, wenn sie durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

15.3 Änderungen der Satzung der Gesellschaft können jedoch nur durch eine Stimmenmehrheit von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals repräsentieren. Die Nationalität der Gesellschaft kann nur einstimmig geändert werden.

**16. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

### **17. Jahresabschluss.**

17.1 Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung vom Geschäftsführerrat aufgestellt.

17.2 Jeder Gesellschafter kann am Ort des Gesellschaftssitzes Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

**18. Gewinnverteilung - Rücklagen.** Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5 %) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Der Saldo des Nettogewinns kann an die Gesellschafter, im Verhältnis ihrer Beteiligung ausgeschüttet werden. Der Geschäftsführerrat kann beschließen, eine Zwischendividende auszuzahlen.

### **19. Auflösung.**

19.1 Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse im Hinblick auf die Realisierung der Vermögenswerte und die Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

19.2 Der Überschuss, der nach Realisierung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft verbleibt wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

**20. Prüfer.** Die Gesellschaft ist berechtigt, soweit gesetzlich zulässig, anstelle eines commissaire aux comptes einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) zu ernennen.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

wpd invest GmbH, wie vorgenannt:

ein Hundert und fünf und zwanzig (125) Anteile.

Der Ausgabebetrag wurde vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölf Tausend und fünf hundert Euro (12.500,- EUR) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht; ein entsprechender Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber erbracht.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute, mithin mit Gründung der Gesellschaft, und endet am 31. Dezember 2015.

#### *Bescheinigung*

Des Weiteren bestätigt der unterzeichnende Notar, dass diese Satzung mit den Bestimmungen des Artikel 27 des Gesetzes von 1915 übereinstimmt.

#### *Kosten*

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr EUR 1.500.-.

#### *Generalversammlung der Gesellschafter nach der Gründung*

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der oben genannte Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital auf sich vereinigt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Geschäftsleitung hat drei Mitglieder. Zu Geschäftsführern der Gesellschaft werden folgende Personen für unbestimmte Zeit ernannt:

- Georg Obert, Geschäftsadresse: Thierschplatz 6, 80538 München, Deutschland, geboren in Freiburg/Breisgau, am 1. Juni 1969;

- Marc Kriegsmann, Geschäftsadresse: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, geboren in Lich, am 12. Februar 1976, und

- Pascal Pech, Geschäftsadresse: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, geboren in Saarlouis, am 5. April 1981; und

2. Als Sitz der Gesellschaft wird folgende Adresse bestimmt: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg.

Wörter, die vorliegende notarielle Urkunde zum eingangs genannten Datum, in Luxemburg erstellt wird.

Die vorstehende Niederschrift ist dem Vertreter der erschienenen Partei, welcher dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und vom Notar zusammen mit diesem Vertreter der erschienenen Partei unterzeichnet worden.

Gezeichnet: C. EGRY und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 7 août 2015. Relation: 1LAC/2015/25330. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 19. August 2015.

Référence de publication: 2015141462/194.

(150153971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

**CORDET Holding (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 188.539.

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of July,

Before Maître Jean-Paul Meyers, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of CORDET Holding (Lux) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 188.539 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) (the Company). The Company was incorporated on 4 July 2014 pursuant to a deed of Me Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, who was the depositary of the deed of incorporation, on 11 September 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2454. The articles of association of the Company (the Articles) have not been modified since then.

THERE APPEARED:

Coraxis Limited, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Malta, having its registered office at Vision Exchange Building, Territorials Street, Mriehel Birkirkara 3000, Malta, registered with the Malta Financial Services Authority under number C70323, and

Alter Domus Trustee Services (Malta) Limited, acting as trustee of CORDET Share Ownership Trust, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Malta, having its registered office at Msida Valley Road, Domestica Building, Fourth Floor, M-MSD9020, Msida, Malta, registered with the Registry of Companies in Malta under number C63887, (the Shareholders),

hereby represented by Sandra Mohand-Oussaïd lawyer, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of two proxies given under private seal.

Said proxies after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that 100% of the share capital of the Company is represented;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

(a) Waiver of the convening notices;

(b) Authorisation and approval of the creation of ordinary B shares, the reclassification of 80,000 (eighty thousand) existing ordinary A shares, without nominal value, into 80,000 (eighty thousand) ordinary B shares, and subsequent amendment of article 5.1 of the Articles in order to reflect such reclassification;

(c) Delegation of authority; and

(d) Miscellaneous.

IV. that the Shareholders passed the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the subscribed share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Shareholders waive the convening notices, considering themselves as duly convened and declare having perfect knowledge of the agenda of the Meeting, which has been duly communicated to it in advance.

*Second resolution*

The Shareholders resolve to proceed to the reclassification of 80,000 (eighty thousand) existing A shares, without nominal value, into 80,000 (eighty thousand) B shares.

Consequently, article 5.1 of the Articles shall be amended to read as follows:

**“ Art. 5. Share capital.**

5.1 Outstanding share capital

The Company's subscribed share capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 100,000 (one hundred thousand) ordinary Shares divided in 20,000 (twenty thousand) ordinary A Shares without nominal value, and 80,000 (eighty thousand) ordinary B Shares without nominal value, which are fully paid-up.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any Share in addition to its nominal value is transferred.

The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.”

As a result of the reclassification, the shareholding of the Company is, from now on, composed as follows:

Shareholders	A Shares	B Shares
Coraxis Limited . . . . .	9,800	39,200
Alter Domus Trustee Services (Malta) Limited, acting as trustee of CORDET		
Share Ownership Trust . . . . .	10,200	40,800
Total . . . . .	20,000	80,000

*Third resolution*

The Shareholders resolve to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company and any lawyer or employee of King & Wood Mallesons Luxembourg to proceed on behalf of the Company to (i) the registration in the share register of the changes in the Articles and to see to any formalities in connection therewith and (ii) to proceed to any formalities in connection with the resolutions taken hereabove.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le treizième jour de juillet.

Par devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de la société CORDET Holding (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.539 et ayant un capital social de 12.500 EUR (douze mille cinq-cents Euros) (la Société). La Société a été constituée le 4 juillet 2014 suivant un acte de Maître Jean-Paul Meyers, notaire résidant à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg lequel a été le dépositaire de l'acte de constitution, publié le 11 septembre 2014 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2454. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis.



## ONT COMPARU:

Coraxis Limited, une société (limited liability company) constituée et existante selon les lois de Malte, ayant son siège social au Vision Exchange Building, Territorials Street, Mriehel Birkirkara 3000, Malte, et immatriculée auprès du Malta Financial Services Authority sous le numéro C70323, et Alter Domus Trustee Services (Malta) Limited, agissant en tant que trustee de CORDET Share Ownership Trust, une société (limited liability company) constituée et existante selon les lois de Malte, ayant son siège social au Msida Valley Road, Domestica Building, Fourth Floor, M-MSD9020, Msida, Malte, et immatriculée auprès du Registry of Companies de Malte under number C63887, (les Associés),

ici représentés par Sandra Mohand-Oussaïd avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par les parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être soumises, avec le présent acte, aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés, représentés selon les modalités susmentionnées, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. que 100% du capital social est représenté.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

(a) Renonciation aux formalités de convocation;

(b) Autorisation et approbation de la création de parts sociales ordinaires B, du reclassement de 80.000 (quatre-vingt mille) parts sociales ordinaires A, sans valeur nominale, en 80.000 (quatre-vingt mille) parts sociales ordinaires B, et modification subséquente de l'article 5.1 des Statuts afin de refléter ce reclassement;

(c) Délégation d'autorité; et

(d) Divers.

III. que les Associés ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'intégralité du capital social souscrit de la Société étant représenté à la présente Assemblée, les Associés renoncent aux formalités de convocation, se considérant comme dûment convoqués et déclarant qu'ils ont eu parfaitement connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée qui leur a été communiqué au préalable.

*Deuxième résolution*

Les Associés décident de procéder au reclassement de 80.000 (quatre-vingt mille) parts sociales ordinaires A, sans valeur nominale, en 80.000 (quatre-vingt mille) parts sociales ordinaires B.

En conséquence, article 5.1 des Statuts est modifié comme suit:

**« Art. 5. Capital social.**

**5.1 Montant du capital social**

Le capital social de la Société est fixé à un montant de 12.500 EUR (douze mille cinq-cents Euros), représenté par 100.000 (cent mille) Parts Sociales ordinaires divisées en 20.000 (vingt mille) Parts Sociales ordinaires A sans valeur nominale et 80.000 (quatre-vingt mille) Parts Sociales ordinaires B sans valeur nominale, entièrement libérées.

En sus du capital social émis, un compte de prime d'émission peut être créé sur lequel seront versées les éventuelles primes d'émission payées sur les Parts Sociales en sus de leur valeur nominale. Les sommes figurant au crédit du compte de prime d'émission peuvent être utilisées pour financer les Parts Sociales que la Société souhaiterait racheter à son ou ses Associés, pour compenser d'éventuelles pertes nettes réalisées, faire des distributions à leur profit sous forme de dividende ou affecter des sommes d'argent à la réserve légale.»

Suite au reclassement, l'actionnariat de la Société est, à partir de maintenant, composé comme suit:

Associés	Parts	Parts
	Sociales A	Sociales B
Coraxis Limited . . . . .	9.800	39.200
Alter Domus Trustee Services (Malta) Limited, acting as trustee of CORDET Share Ownership Trust . . . . .	10.200	40.800
Total . . . . .	20.000	80.000

*Troisième résolution*

Les Associés décident de modifier le registre des parts sociales de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donnent pouvoir et autorisent tout gérant de la Société et à tout avocat de King & Wood Mallesons Luxembourg de procéder au nom de la Société à (i) l'inscription dans le registre des parts sociales des modifications dans les Statuts de la Société et de voir toute formalité à cet égard et (ii) de procéder à toutes les formalités en relation avec les résolutions prises ci-dessus.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. À la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, à la même date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec nous, le notaire, l'original du présent acte.

Signé: Sandra Mohand-Oussaïd, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 juillet 2015. Relation: EAC/2015/16665. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* Santioni.

*Le Receveur ff. (signé):* Monique Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 15 juillet 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015142020/157.

(150154534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

**Klee Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 36.805.

L'an deux mille quinze, le dix-huit août.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «KLEE HOLDING S.A.», ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 36805, constituée suivant acte reçu notarié, en date du 3 mai 1991, publié au Mémorial C numéro 392 de 1991, page 18799.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Olga Lomakina, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Approbation du projet de fusion du 21 mai 2015, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 1434 du 8 juin 2015 entre la société EXCHANGE PARTICIPATION IMMOBILIERE S.A. («société absorbante») et la société KLEE HOLDING S.A. («société absorbée»).

2. Transmission universelle par la Société de l'ensemble de son patrimoine actif et passif à la Société Anonyme EXCHANGE PARTICIPATION IMMOBILIERE S.A..

3. Dissolution de la société.

4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.

II.- Que l'actionnaire présent ou représenté, le mandataire de l'actionnaire représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par l'actionnaire présent ou le mandataire de l'actionnaire représenté ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire présent ou représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée relatives aux fusions ont été respectées savoir:

1. Publication du projet de fusion établi par les Conseils d'Administration des sociétés qui fusionnent au Mémorial le 8 juin 2015, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

2. Dépôt des documents exigés par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales au siège social des sociétés un mois avant la date de la réunion des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents signée par deux administrateurs restera annexée aux présentes.

L'Assemblée Générale, après avoir discuté le projet de fusion, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'Assemblée approuve le projet de fusion entre la société KLEE HOLDING S.A. (ci-après la "Société") et la société anonyme EXCHANGE PARTICIPATION IMMOBILIERE S.A. tel que ce projet de fusion a été publié et approuvé par les conseils d'administration de la Société et de la société EXCHANGE PARTICIPATION IMMOBILIERE S.A..

L'Assemblée constate qu'une erreur s'était glissée dans le projet de fusion dans le sens où la dénomination de la société absorbée a été erronément indiquée par KLEE S.A. au lieu de KLEE HOLDING S.A..

*Deuxième résolution:*

L'assemblée constate que la fusion a les effets suivants:

- a. l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée est transmis à la société absorbante avec effet à ce jour.
- b. la société absorbée cesse d'exister.

L'assemblée décide que les livres et documents de la société absorbée resteront déposés pendant le délai légal au siège social de la société absorbante.

L'Assemblée constate que la société KLEE HOLDING S.A. était l'actionnaire unique de la société EXCHANGE PARTICIPATION IMMOBILIERE S.A. et que, par conséquent, les 400 (quatre cents) actions de la société EXCHANGE PARTICIPATION IMMOBILIERE S.A. sont attribuées à l'actionnaire unique de la société KLEE HOLDING S.A. savoir Holding PG, avec siège social à 9040 Gent, Belgique.

*Troisième résolution:*

L'assemblée donne décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat.

*Prise d'effet de la fusion*

La fusion a lieu avec effet à ce jour, toutefois à l'égard des tiers elle n'a effet qu'après la publication au Mémorial des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires des deux sociétés approuvant la fusion.

D'un point de vue comptable la fusion a lieu avec effet au 14 avril 2015.

*Constatation:*

Conformément à l'article 271, alinéa 2, de la loi sur les sociétés commerciales, le notaire a vérifié et atteste par les présentes l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du projet de fusion.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: O. LOMAKINA, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 21 août 2015. Relation: 1LAC/2015/26801. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 août 2015.

Référence de publication: 2015145452/79.

(150158787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2015.

---

**Exchange Participation Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 36.998.

L'an deux mille quinze, le dix-huit août.

Par devant Maître Henri HELLINCKX notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme EXCHANGE PARTICIPATION IMMOBILIERE S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 36998, constituée suivant acte reçu notarié, en date 31 mai 1991, publié au Mémorial C numéro 419 de 1991, page 20083,

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Olga Lomakina, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

Approbation du projet de fusion entre la société EXCHANGE PARTICIPATION IMMOBILIERE S.A. («société absorbante») et la société KLEE HOLDING S.A. («société absorbée»).

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

V.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée relatives aux fusions ont été respectées savoir:

1. Publication du projet de fusion établi par les Conseils d'Administration des sociétés qui fusionnent au Mémorial le 8 juin 2015, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

2. Dépôt des documents exigés par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales au siège social des sociétés un mois avant la date de la réunion des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents signée l'administrateur délégué restera annexée aux présentes.

L'Assemblée Générale, après avoir discuté le projet de fusion, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'Assemblée approuve le projet de fusion entre la société anonyme EXCHANGE PARTICIPATION IMMOBILIERE S.A. (ci-après la "Société") et la société anonyme KLEE HOLDING S.A. tel que ce projet de fusion a été publié et approuvé par les conseils d'administration de la Société et de la société KLEE HOLDING S.A. précitée.

L'Assemblée constate qu'une erreur s'était glissée dans le projet de fusion dans le sens où la dénomination de la société absorbée a été erronément indiquée par KLEE S.A. au lieu de KLEE HOLDING S.A..

Transmission universelle des actifs et passifs:

L'Assemblée constate que la fusion entraîne de plein droit la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée à la société absorbante.

Parmi les actifs transférés se trouvent les 400 (QUATRE CENTS) actions de la société EXCHANGE PARTICIPATION IMMOBILIERE S.A., lesquelles sont attribuées à l'actionnaire unique de la société KLEE HOLDING S.A., savoir la société Holding PG, avec siège social à 9040 Gent, Gustaaf Carelshof 32, Belgique.

*Prise d'effet de la fusion*

La fusion a lieu avec effet à ce jour, toutefois à l'égard des tiers elle n'a effet qu'après la publication au Mémorial des procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires des deux sociétés approuvant la fusion.

D'un point de vue comptable la fusion a lieu avec effet 14 avril 2015.

*Constataion:*

Conformément à l'article 271, alinéa 2, de la loi sur les sociétés commerciales, le notaire a vérifié et atteste par les présentes l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du projet de fusion.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: O. LOMAKINA, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 21 août 2015. Relation: 1LAC/2015/26802. Reçu douze euros (12.- EUR)

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 août 2015.

Référence de publication: 2015144789/69.

(150157829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2015.

**Paris Ambassador S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 195.870.

In the year two thousand and fifteen, on the second day of July.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1. Ambassador Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 46a, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195173, and

2. Finance Acquisition n° 1 s.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 11, avenue de la Port Neuve, L-2227 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 163235,

(together referred to as the Shareholders),

here represented by Mrs Monique Drauth, employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal on July 2, 2015.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Shareholders hold all the shares in the share capital of Paris Ambassador S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 46a, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (R.C.S.) under number B 195870, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) (the Company). The Company has been incorporated on March 27, 2015 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 946 of 9 April 2015. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended yet;

II. That the agenda of the extraordinary general meeting is worded as follows:

1. Decision to reduce the nominal value of the shares of the Company from one hundred and twenty five Euros (EUR 125.-) each to one hundred Euros (EUR 100.-) each and acknowledgement that, as a consequence thereof, the corporate capital of the Company set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is now represented by one hundred twenty five (125) shares having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each;

2. Increase of the corporate capital of the Company by an amount of eighty seven thousand six hundred Euros (EUR 87,600.-) in order to bring the corporate capital of the Company from twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), represented by one hundred twenty five (125) shares, having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each, to one hundred thousand one hundred Euros (EUR 100,100.-) by way of the issue of eight hundred seventy six (876) new shares of the Company having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each;

3. Subscription to and payment by the Shareholders, proportionally to their participation in the share capital of the Company, of the increase of the share capital as described in item 2 above (i) by way of contribution in kind consisting of part of a definite, due and payable receivable held by the Shareholders against the Company in an aggregate amount of thirteen million eight hundred forty thousand seven hundred fifty four Euros (EUR 13,840,754.-) and (ii) by way of a contribution in cash in the amount of one hundred Euros (EUR 100.-); it being understood that an amount of eighty seven thousand six hundred Euros (EUR 87,600.-) shall be allocated to the nominal share capital account of the Company and an amount of thirteen million seven hundred fifty three thousand two hundred fifty four Euros (EUR 13,753,254.-) shall be allocated to the share premium reserve account of the Company.

4. Creation of two (2) classes of shares, namely class A shares (the Class A Shares) and class B shares (the Class B Shares or the Promote Shares) and reclassification of all of the shares issued in the share capital of the Company (the Reclassification);

5. Subsequent amendment to article 6 and 18 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the amendments as described under items 1, 2 and 4 above;

6. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes, with power and authority given to any manager of the Company (each an Authorized Representative), each acting individually, acting under

his/her/its sole signature, with full power of substitution, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above changes in the register of shareholders of the Company; and

7. Miscellaneous.

III. That the Shareholders have taken the following resolutions:

*First resolution*

The Shareholders resolve to reduce the nominal value of the shares of the Company from one hundred and twenty five Euros (EUR 125.-) each to one hundred Euros (EUR 100.-) each and acknowledgement that, as a consequence thereof, the corporate capital of the Company set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is now represented by one hundred twenty five (125) shares having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each.

*Second resolution*

The Shareholders resolve to increase the corporate capital of the Company by an amount of eighty seven thousand six hundred Euros (EUR 87,600.-) in order to bring the corporate capital of the Company from twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), represented by one hundred twenty five (125) shares, having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each, to one hundred thousand one hundred Euros (EUR 100,100.-) by way of the issue of eight hundred seventy six (876) new shares of the Company having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each.

*Third resolution*

The Shareholders resolve to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

*Subscription and Payment*

The Shareholders hereby subscribe to all eight hundred seventy six (876) new shares having each a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-), proportionally to their participation in the share capital of the Company, by way of (i) a contribution in kind (the Contribution in Kind) consisting of a part of a receivable (definite, due and payable on demand) held by the Shareholders against the Company in an aggregate amount of thirteen million eight hundred forty thousand seven hundred fifty four Euros (EUR 13,840,754.-) (the Receivable) and (ii) by way of a contribution in cash in the amount of one hundred Euros (EUR 100). The Shareholders further resolve that an amount of eighty seven thousand six hundred Euros (EUR 87,600.-) shall be allocated to the nominal share capital account of the Company and an amount of thirteen million seven hundred fifty three thousand two hundred fifty four Euros (EUR 13,753,254.-) shall be allocated to the share premium reserve account of the Company.

The Shareholders further declare that (i) they are the sole owners of the Receivable and have the power to dispose of the Receivable, (ii) there exists no impediments whatsoever to the free transferability of the Receivable to the Company and (iii) that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Receivable to the Company.

Proof of the existence of the contribution in kind has been given to the notary.

*Fourth resolution*

The Shareholders resolve to create the following classes of shares and to proceed to the Reclassification as follows:

- one thousand (1,000) shares reclassified into one thousand (1,000) Class A Shares having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each;

- one (1) share reclassified into one (1) Class B Share having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-);

The Shareholders acknowledge that the shareholding in the Company is henceforth as follows:

- one hundred (100) Class A Shares having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) and one (1) Class B Share having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) are allocated to Ambassador Holdings S.à r.l., pre-named and represented as described above, being an existing shareholder of the Company.

- nine hundred (900) Class A Shares having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each are allocated to Finance Acquisition n°1 s.à r.l., pre-named and represented as described above, being an existing shareholder of the Company.

*Fifth resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the Shareholders resolve to amend article 6 of the Articles in order to reflect the above changes, so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6.** The corporate capital is set at one hundred thousand one hundred Euros (EUR 100,100.-), divided into one thousand (1000) Class A Shares having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100.-) each, and one (1) Class B Share having a nominal value of one hundred Euros (EUR 100).

The rights and obligations attached to the Class A Shares and the Class B Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by any shareholders' agreement that may be entered into by and between the Company and the Shareholders (from time to time) (the Shareholders Agreement) (if any), the Articles or by the Law.

### *Sixth resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the Shareholders resolve to amend article 18 of the Articles in order to reflect the above changes, so that it shall henceforth read as follows:

The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

Any payment or distribution including but not limited to any dividends, or any interim dividends, or distribution of any liquidation proceeds, in relation to any shares issued in the corporate capital of the Company shall be made in accordance with the provisions of any shareholders' agreement or similar agreement relating to inter alia the Company that may be entered into by and between the Company and the Shareholders (from time to time) (the Shareholders Agreement) (if any), the Articles or by the Law.

### *Seventh resolution*

The Shareholders resolve to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any Authorized Representative, each acting individually, acting under his/her/its sole signature, with full power of substitution, to proceed on behalf of the Company with the registration of the above changes in the register of shareholders of the Company.

### *Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately five thousand five hundred Euros (EUR 5,500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the proxyholder of the appearing parties, who is known to the undersigned notary by her surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed the present deed together with the undersigned notary.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le deux juillet.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

1. Ambassador Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois Luxembourg, ayant son siège social à 46a, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 195173,

2. Finance Acquisition n°1 s.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois Luxembourg, ayant son siège social à 11, avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 163235,

(les Associés),

Toutes ici représentées par Mme Monique Drauth, salariée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu des procurations données sous seing privé le 2 juillet 2015.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par la mandataire des parties comparantes ainsi que par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte notarié pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés ont requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que les Associés détiennent toutes les parts sociales du capital social de Paris Ambassador S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous numéro B 195870, ayant un capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) (la Société). La Société a été constituée le 27 mars 2015 suivant acte du notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 946 du 9 avril 2015. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas encore été modifiés.

II. Que l'ordre du jour de l'assemblée général extraordinaire est le suivant:

1. Décision de réduire la valeur nominale des parts sociales de la Société de cent vingt-cinq Euros (EUR 125,-) à cent Euro (EUR 100,-) et constatation que, en conséquence, le capital social de la Société fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est maintenant représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) chacune;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-sept mille six cents Euros (EUR 87.600,-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-),

représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune à un montant de cent mille cent Euros (EUR 100.100,-) par la création et l'émission de huit cents soixante-seize (876) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune;

3. Souscription et libération par les Associés, au prorata de leur participation au capital social de la Société, de l'augmentation du capital social telle que décrite aux points 2. ci-dessus (i) au moyen d'un apport en nature consistant en une partie d'une créance certaine, liquide et exigible détenue par les Associés envers la Société d'un montant total de treize millions huit cent quarante mille sept cent cinquante-quatre Euros (EUR 13.840.754,-) et (ii) au moyen d'un apport en espèces d'un montant total de cent Euros (EUR 100,-), étant entendu qu'un montant de quatre-vingt-sept mille six cents Euros (EUR 87.600,-) doit être affecté au compte capital social nominal de la Société et un montant de treize millions sept cent cinquante-trois mille deux cent cinquante-quatre Euros (EUR 13.753.254,-) sont attribués au compte prime d'émission de la Société;

4. Création de deux (2) classes de parts sociales comme suit: les parts sociales ordinaire de classe A (les Parts Sociale de Classe A) et les parts sociales de classe B (les Parts Sociale de Classe B ou les Promote Parts Sociale), et reclassification de toutes les parts sociales émises dans le capital social de la Société (la Reclassification);

5. Modification subséquente de l'article 6 et 18 des Statuts afin de refléter le changement de la valeur nominale de chacune des parts sociales, l'augmentation du capital social et la Reclassification adoptées aux points 1, 2, et 4 ci-dessus

6. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter le changement ci-dessus, avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société (chacun un Représentant Autorisé), chacun individuellement, avec pouvoir de substitution total, agissant selon leur seule signature, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des changements ci-dessus dans le registre des associés de la Société; et

7. Divers.

III. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les Associés décident de réduire la valeur nominale des parts sociales de la Société de cent vingt-cinq Euros (EUR 125,-) à cent Euro (EUR 100,-) et constatation que, en conséquence, le capital social de la Société fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est maintenant représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) chacune.

#### *Deuxième résolution*

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-sept mille six cents Euros (EUR 87.600,-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) chacune à un montant de cent mille cent Euros (EUR 100.100,-) par la création et l'émission de huit cent soixante-seize (876) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

#### *Troisième résolution*

Les Associés décident d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante ainsi que la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

#### *Souscription et Libération*

Les Associés déclarent souscrire, au prorata de leur participation au capital social de la Société, à huit cent soixante-seize (876) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune (i) au moyen d'un apport en nature (l'Apport en Nature) consistant en une partie d'une créance certaine, liquide et exigible détenue par les Associés envers la Société d'un montant total de treize millions huit cent quarante mille sept cent cinquante quatre Euros (EUR 13.840.754,-) (la Créance) et (ii) au moyen d'un apport en espèces d'un montant total de cent Euros (EUR 100,-); Les Associés décident qu'un montant de quatre-vingt-sept mille six cents Euros (EUR 87.600,-) doit être affecté au compte capital social nominal de la Société et un montant de treize millions sept cent cinquante-trois mille deux cent cinquante-quatre Euros (EUR 13.753.254,-) sont attribués au compte prime d'émission de la Société.

Les Associés déclarent par ailleurs (i) qu'ils sont les seuls propriétaires de la Créance et possède les pouvoirs d'en disposer, (ii) qu'il n'existe aucun obstacle à la libre transférabilité de la Créance à la Société et (iii) que des instructions légitimes ont été données afin de procéder à toute notification, enregistrement ou autres formalités nécessaires afin d'exécuter le transfert de la Créance à la Société.

Preuve de l'existence de l'Apport en Nature a été donnée au notaire instrumentant.

#### *Quatrième résolution*

Les Associés décident de créer les classes de Parts Sociales suivantes et de procéder à la Reclassification comme suit:

- mille (1.000) parts sociales sont reclassées en mille (1.000) Parts Sociales de Classe A d'une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) chacune;

- une (1) part sociale est reclassée en une (1) Part Sociale de Classe B d'une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-).



Les Associés reconnaissent que les parts sociales de la Société sont réparties dorénavant comme suit:

- cent (100) Parts Sociales de Classe A ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune et une Part Sociale de Classe B ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) sont attribuées à Ambassador Holdings S.à r.l., prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, étant associé actuel de la société; et

- neuf cents (900) Parts Sociales de Classe A ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune sont attribuées à Finance Acquisition n°1 S.à r.l., prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, étant associé actuel de la société.

Les Associés déclarent par ailleurs (i) qu'ils sont les seuls propriétaires de la Créance et possède les pouvoirs d'en disposer, (ii) qu'il n'existe aucun obstacle à la libre disposition et apport de la Créance à la Société et (iii) que des instructions légitimes ont été données afin de procéder à toute notification, enregistrement ou autres formalités nécessaires afin d'exécuter le transfert de la Créance à la Société.

Preuve de l'existence de l'Apport en Nature a été donnée au notaire instrumentant.

#### *Cinquième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, les Associés décident de modifier l'article 6 des Statuts afin de refléter les modifications ci-dessus de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à cent mille cent Euros (EUR 100.100,-), représenté par un mille (1.000) Parts Sociales de Classe A ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune et une Part Sociale de Classe B ayant une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-).

Les droits et obligations rattachés aux Parts Sociales de Classe A et Parts Sociales de Classe B doivent être identiques sauf s'il en est autrement prévu par tout pacte d'associés pouvant être conclu par et entre la Société et les Associés (de temps à autre), les Statuts ou par la Loi.

#### *Sixième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, les Associés décident de modifier l'article 18 des Statuts afin de refléter les modifications ci-dessus de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 18.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Tout paiement ou distribution, y compris mais non limité à tout dividende ou dividende intérimaire, ou à la distribution de tout produit de liquidation, par rapport à toutes parts sociales émises dans le capital social de la Société sera effectué conformément aux dispositions, entre autres, du pacte d'associés ou autre accord similaire susceptible d'être conclu par et entre la Société et les Associés (de temps à autre), des Statuts ou de la Loi..»

#### *Septième résolution*

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout Représentant Autorisé, chacun agissant individuellement, selon sa seule signature, avec tout pouvoir de substitution, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des changements mentionnés ci-dessus dans le registre des associés de la Société.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de cinq mille cinq cents Euros (EUR 5.500,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes parties comparantes et en cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, connue du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 7 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/21128. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé): Paul Molling.*

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 16 juillet 2015.

Référence de publication: 2015119532/271.

(150128891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2015.

**AGIGEST S.A. Agence Immobilière et de Gestion, Société Anonyme.**

Siège social: L-8077 Bertrange, 55, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 87.094.

L'an deux mil quinze, le septième jour du mois de juillet.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme „AGIGEST S.A. Agence Immobilière et de Gestion“, avec siège social à L-1941 Luxembourg, 323, route de Longwy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 87.094, constituée suivant acte reçu par Maître Reginald Neuman, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 10 avril 2002, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 1056 du 10 juillet 2002, «la (Société)».

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Paulo Madureira, administrateur de sociétés, demeurant à L-1466 Luxembourg, 2a, rue Jean Engling,

Qui nomme secrétaire Madame Anne Reuter, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 453, route de Longwy.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Paulo Madureira, prénommé.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4.** La société a pour objet:

- toute activité de facility management;
- la gérance ou gestion administrative et technique de tout immeuble ou parts d'immeubles; l'administration de biens et de patrimoines, y compris tous services, conseils, coordinations et médiations dans la branche immobilière ou le bâtiment; l'achat, la vente, la prise et mise en location ou sous-location;
- la promotion ou la mise en valeur de terrains, lotissements, immeubles et habitations;
- l'étude, la création, la promotion, la réalisation, la surveillance d'affaires commerciales de toute nature, ainsi que l'achat, la vente et la représentation en propre ou en franchise d'articles ou d'objets liés à l'aménagement des immeubles au sens large;
- l'étude, le conseil, la gestion de tous projets immobiliers, d'aménagement ou décoration.

Elle peut accomplir tous actes et toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social et notamment s'intéresser par tout moyen, par voie d'association, de souscription, de participations, d'acquisition, de cession, d'apport ou de fusion ou autrement dans toute société ou entreprise existante ou à créer, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger et dont l'objet serait analogue ou connexe au sien et qui serait de nature à valoriser le développement de son activité dans le cadre de son objet.

Elle pourra également prendre, administrer, gérer, contrôler tous brevets ou droits rattachés, participations dans des entreprises ou sociétés par tous moyens notamment par nouvelle création, apport, commandite, souscription, rachat, fusion, alliance, association, groupement ou location-gérance; et généralement faire toutes opérations commerciales, financières et mobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social pour en faciliter son expansion et son développement, sans être une société de participation financière.»

2.- Confirmation de la forme nominative des actions de la Société, insertion des dispositions en cas de décès d'un actionnaire et modification subséquente de l'article 5 des statuts.

3.- Transfert du siège social de L-1941 Luxembourg, 323, route de Longwy à L-8077 Bertrange, 55, Rue de Luxembourg et modification subséquente du premier paragraphe de l'article 2 des statuts.

4.- Acceptation de la démission de Monsieur Jean-Claude Weber de son poste d'administrateur de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015, décharge.

5.- Nomination de PIPANA INVEST SA en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2018.

6. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Resteront annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varietur“ par les comparants.

III.- Que tous les actionnaires étant présents, les convocations d'usage n'ont pas été adressées aux actionnaires

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'entièreté du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4.** La société a pour objet:

- toute activité de facility management;
- la gérance ou gestion administrative et technique de tout immeuble ou parts d'immeubles; l'administration de biens et de patrimoines, y compris tous services, conseils, coordinations et médiations dans la branche immobilière ou le bâtiment; l'achat, la vente, la prise et mise en location ou sous-location;
- la promotion ou la mise en valeur de terrains, lotissements, immeubles et habitations;
- l'étude, la création, la promotion, la réalisation, la surveillance d'affaires commerciales de toute nature, ainsi que l'achat, la vente et la représentation en propre ou en franchise d'articles ou d'objets liés à l'aménagement des immeubles au sens large;
- l'étude, le conseil, la gestion de tous projets immobiliers, d'aménagement ou décoration.

Elle peut accomplir tous actes et toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social et notamment s'intéresser par tout moyen, par voie d'association, de souscription, de participations, d'acquisition, de cession, d'apport ou de fusion ou autrement dans toute société ou entreprise existante ou à créer, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger et dont l'objet serait analogue ou connexe au sien et qui serait de nature à valoriser le développement de son activité dans le cadre de son objet.

Elle pourra également prendre, administrer, gérer, contrôler tous brevets ou droits rattachés, participations dans des entreprises ou sociétés par tous moyens notamment par nouvelle création, apport, commandite, souscription, rachat, fusion, alliance, association, groupement ou location-gérance; et généralement faire toutes opérations commerciales, financières et mobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social pour en faciliter son expansion et son développement, sans être une société de participation financière.»

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de confirmer la forme nominative des actions de la Société ainsi que d'insérer des dispositions en cas de décès d'un actionnaire et modification subséquente de l'article 5 des statuts comme suit:

« **Art. 5.** » Le capital social est fixé à la somme de cinquante mille (50.000,00.-) euros, représenté par cinq cents (500) actions d'une valeur nominale de cent (100.-) euros chacune.

Les actions sont et resteront nominatives.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi du 24 avril 1983 modifiant la loi de 1915.

En cas de décès de l'un des actionnaires, celui-ci transfère dès à présent sans possibilité de recours en annulation pour quelque raison qui soit, à l'actionnaire vivant, le droit de racheter aux héritiers de l'actionnaire décédé hormis les héritiers réservataires, les actions lui appartenant au moment de la vente au prix qui équivaut à la valeur nominale des actions de la Société à la date de la constitution de la Société, soit 100.- EUR (cent euros) par action.

Tous les droits dont bénéficiait ou était titulaire l'actionnaire décédé, sont également transférés et automatiquement acquis par l'actionnaire vivant. A aucun moment les héritiers de l'actionnaire décédé ne pourront faire opposition, demander l'annulation, la cassation ou l'invalidation de cette décision. Cette volonté est exprimée aujourd'hui par tous les actionnaires de leur vivant.

Au cas où un des actionnaires mentionnés désire acquérir des actions offertes en vente par l'autre actionnaire, l'actionnaire se portant acquéreur peut acheter les actions à la valeur moyenne résultant d'évaluation réalisée par deux (2) experts comptables choisis par chacune des parties. En cas de litige il appartiendra aux actionnaires de s'entendre sur un troisième (3) expert-comptable ou à défaut au Président du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg sur requête de l'une ou de l'autre des parties de le désigner.»

*Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de L-1941 Luxembourg, 323, route de Longwy à L-8077 Bertrange, 55, Rue de Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015 et en conséquence modification du premier paragraphe de l'article 2 des statuts comme suit:

**Art. 2. (Premier paragraphe).** «Le siège social de la société est établi dans la commune de Bertrange.»

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de Monsieur Jean-Claude Weber de son poste d'administrateur de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015 et lui accorde décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat.

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale décide de nommer PIPANA INVEST SA, ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 49, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S. Luxembourg B 119.956, représentée par son représentant permanent Monsieur Paulo Madureira, prénommé, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2015. Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2018.

L'ordre du jour étant épuisé, le président prononce la clôture de l'assemblée.

Le notaire instrumentant a rendu les parties comparantes attentives au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les dites parties comparantes.

*Pouvoirs*

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

*Frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Dont procès-verbal, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Anne Reuter, Paulo Madureira, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 10 juillet 2015. 1LAC / 2015 / 21677. Reçu 75.-€.

*Le Receveur* (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 juillet 2015.

Référence de publication: 2015118835/139.

(150128852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2015.

**Tam, Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, Avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 191.323.

In the year two thousand and fifteen, on the third of July.

Before US Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Tam (the "Corporation"), a Luxembourg public limited liability company ("société anonyme") having its registered office at 11, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 191.323. The Corporation was incorporated by virtue of a deed of the undersigned notary, on October 24<sup>th</sup>, 2014, published in the Mémorial C, "Recueil des Sociétés et Associations" number 3528, on November 24<sup>th</sup>, 2014.

The meeting is chaired by Peggy Simon, employee, with professional address at L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

The chairman appointed as secretary Sara Craveiro, employee, with professional address at L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

The meeting elected as scrutineer Peggy Simon, prenamed.

The chairman declared and requested the notary to act:

I. That the sole shareholder represented and the number of his shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxy will be registered with these minutes.

II. As appears from the said attendance list, all the thirty-one thousand (31,000) shares in circulation representing the entire share capital of the Corporation, presently set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) are represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. Conversion of the existing shares into class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each;
2. Increase of the share capital of the Corporation by thirty-three thousand, forty five Euro (EUR 33,045.-) in order to raise it from its present amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) to sixty-four thousand and forty-five Euro (EUR 64,045.-) by the creation and issue of (i) five thousand, four hundred and fifteen (5,415) new class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "New Class A Shares") and (ii) twenty-seven thousand, six hundred and thirty (27,630) class B shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Class B Shares");
3. Waiver of the preferential subscription right of the sole shareholder of the Company, with respect to the issuance of the Class B Shares, in favor of The Tam Trust, represented by its trustee SG Hambros Trust Company (Channel Islands) Limited, having its address at 18 Esplanade, JE48PR St. Helier - Jersey, Channel Islands, and approval by the sole shareholder of the subscription of the Class B Shares by The Tam Trust, prenamed;
4. Subscription and full payment (i) by the sole shareholder of all the New Class A Shares issued and have them fully paid up by a contribution in cash in an aggregate amount of five thousand, four hundred and fifteen Euro (EUR 5,415.-) (the "First Contribution in Cash"), and (ii) by The Tam Trust, prenamed, of all the Class B Shares to be issued and have them fully paid up by a contribution in cash in an aggregate amount of twenty-seven thousand, six hundred and thirty Euro (EUR 27,630.-) (the "Second Contribution in Cash");
5. Amendment of article 6.1. of the Corporation's articles of incorporation; and
6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the sole shareholder, the sole shareholder made the following resolutions:

#### *First resolution*

The sole shareholder resolved to convert the existing shares of the Corporation into class A shares, the corporate capital of the Corporation being hence represented by thirty-one thousand (31,000) class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

#### *Second resolution*

The sole shareholder resolved to increase the share capital of the Corporation by thirty-three thousand forty-five Euro (EUR 33,045.-) in order to raise it from its present amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) to sixty-four thousand and forty-five Euro (EUR 64,045.-) by the creation and issue of (i) the New Class A Shares and (ii) the Class B Shares.

#### *Subscription - Payment*

The sole shareholder, through its proxyholder, declared to subscribe to the New Class A Shares and to have them fully paid up in the amount of five thousand, four hundred and fifteen Euro (EUR 5,415.-) by the First Contribution in Cash, so that from now on the Corporation has at its free and entire disposal this amount, as has been certified to the undersigned notary.

The sole shareholder resolved to acknowledge the subscription by The Tam Trust, prenamed, of the Class B Shares and the full payment of the related subscription price of twenty-seven thousand, six hundred and thirty Euro (EUR 27,630.-) by the Second Contribution in Cash, so that from now on the Corporation has at its free and entire disposal this amount, as has been certified to the undersigned notary.

#### *Third resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the meeting resolved to amend article 6.1 of the Corporation's articles of association to give it henceforth the following wording:

“ **Art. 6.1.** The corporate capital is set at sixty-four thousand and forty-five Euro (EUR 64,045.-) represented by thirty-six thousand, four hundred and fifteen (36,415) class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, and twenty-seven thousand, six hundred and thirty (27,630) class B shares with a nominal value of one Euro (1.-) each.

The shares may be created as registered or bearer shares, at the option of the shareholders”.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their Surnames, Christian names, civil status and residences, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction en langue française du texte qui précède.**

L'an deux mille quinze, le trois juillet.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société Tam (la «Société»), une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.323. La Société a été constituée suivant acte du notaire soussigné, reçu en date du 24 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3528, le 24 novembre 2014.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Peggy Simon, employée, ayant son adresse professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

La président désigne comme secrétaire Sara Craveiro, employée, ayant son adresse professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

L'assemblée choisit comme scrutateur Peggy Simon, prénommée.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que l'actionnaire unique représenté et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que la procuration, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que la totalité des trente-un mille (31.000) actions, représentant l'intégralité du capital social de la Société actuellement fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Conversion des actions existantes de la Société en actions de classe A d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune;

2. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de trente-trois mille, quarante-cinq euros (EUR 33.045,-) pour le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) à soixante-quatre mille quarante-cinq euros (EUR 64.045,-) par la création et l'émission de (i) cinq mille, quatre cent quinze (5.415) nouvelles actions de classe A (les «Nouvelles Actions de Classe A»), et (ii) vingt-sept mille, six cent trente (27.630) actions de classe B d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Actions de Classe B»);

3. Renonciation à son droit de souscription préférentiel par l'actionnaire unique de la Société, en rapport avec l'émission des Actions de Classe B, en faveur de The Tam Trust, représenté par son trustee SG Hambros Trust Company (Channel Islands) Limited, ayant son adresse au 18 Esplanade, JE48PR St. Helier - Jersey, Channel Islands, et approbation par ledit actionnaire unique de la souscription des Actions de Classe B par The Tam Trust, prénommé;

4. Souscription et libération intégrale (i) par l'actionnaire unique des Nouvelles Actions de Classe A émises et entièrement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de cinq mille, quatre cent quinze euros (EUR 5.415,-) (le «Premier Apport en Numéraire»), et (ii) par the Tam Trust, prénommé, des Actions de Classe B émises et entièrement libérées par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-sept mille, six cent trente euros (EUR 27.630,-) (le «Second Apport en Numéraire»);

5. Modification afférente de l'article 6.1 des statuts de la Société; et

6. Divers.

L'actionnaire unique, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'actionnaire unique décide de convertir les actions existantes de la Société en actions de classe A, le capital social de la Société étant désormais représenté par trente-et-un mille (31.000) actions de classe A d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

*Deuxième résolution*

L'actionnaire unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trente-trois mille, quarante-cinq euros (EUR 33.045,-) pour le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) à soixante-quatre mille quarante-cinq euros (EUR 64.045,-) par la création et l'émission des (i) Nouvelles Actions de Classe A et (ii) des Actions de Classe B.

*Souscription - Libération*

L'actionnaire unique, par son mandataire, a décidé de souscrire aux Nouvelles Actions de Classe A, et de les libérer intégralement pour un montant de cinq mille, quatre cent quinze euros (EUR 5.415,-) par le Premier Apport en Numéraire,

de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition cette somme ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

L'actionnaire unique a décidé d'accepter la souscription par The Tam Trust, prénommé, des Actions de Classe B émises ainsi que le paiement intégral du prix de souscription de vingt-sept mille, six cent trente euros (EUR 27.630,-) par le Second Apport en Numéraire, de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition cette somme ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

#### *Troisième résolution*

Suite aux résolutions précédentes, l'article 6.1 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.1.** Le capital social est fixé à soixante-quatre mille, quarante-cinq euros (EUR 64.045,-) représenté par trente-six mille, quatre cent-quinze (36.415) actions de classe A d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et vingt-sept mille, six cent trente (27.630) actions de classe B d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Les actions peuvent être émises sous forme nominative ou d'actions au porteur au choix des actionnaires.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms et prénoms, états et demeure, ils ont signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, S. CRAVEIRO, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 juillet 2015. Relation: GAC/2015/5820. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 15 juillet 2015.

Référence de publication: 2015118584/157.

(150127297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---

#### **Royale Neuve VI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 127.748.

#### DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq juin.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg.

#### A comparu

BNP PARIBAS - Succursale de Luxembourg, avec siège social à L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 23.968 ici représentée par Madame Delphine GUILLOU, employée privée, ayant son adresse professionnelle à L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 16 juin 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, annexée aux présentes pour être soumise avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus et représentant l'intégralité du capital souscrit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1° La comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée «ROYALE NEUVE VI S. à r.l.», ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127.748 constituée suivant acte notarié en date du 27 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 28 juin 2007, numéro 1299 (la «Société») et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du notaire soussigné du 1<sup>er</sup> octobre 2008 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2622 du 27 octobre 2008.

2° Le capital social de la société est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

3° Par la présente, BNP PARIBAS - Succursale de Luxembourg, prénommée, telle que représentée, en sa qualité d'associé unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation. Elle assume la fonction de liquidateur.

4° En cette qualité, l'associé unique déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, que l'associé unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; par conséquent la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

5° L'universalité des éléments actifs et passifs, sans aucune restriction ni limitation, du patrimoine de la Société sont considérés transférés à leur valeur comptable à l'associé unique à la date d'aujourd'hui. Le transfert de l'universalité des éléments actifs et passifs de la Société sera réalisé en contrepartie de l'annulation des parts sociales détenues par l'associé unique dans la Société.

6° Tous droits et obligations de la Société vis-à-vis des tiers seront pris en charge par l'associé unique.

7° Le liquidateur et associé unique a parfaitement connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

8° Les comptes de la Société relatifs aux exercices sociaux passés sont approuvés à la date de la présente assemblée et le liquidateur et associé unique prend note des comptes de liquidation de la Société et par la présente approuve ces comptes. Le liquidateur et associé unique renonce à l'examen des comptes de liquidation et à l'établissement d'un rapport par un commissaire à la liquidation.

9° Décharge pleine et entière est accordée aux gérants pour l'exécution de leurs mandats.

10° Les parts sociales sont annulées.

11° Les livres et documents de la Société seront conservés pendant la durée de cinq (5) ans au siège social de la Société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. GUILLOU et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 26 juin 2015. 1LAC/2015/19850. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

*Le Receveur (signé): MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015117411/56.

(150126902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2015.

---

**Kinstellar Business Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 141.481.

—  
EXTRAIT

Il est à noter que:

- la société Moore Stephens Audit S.à r.l., ayant son siège social au 2-4, rue du Château d'Eau, L-3364 Leudelange, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.334, a été nommée en tant que réviseur d'entreprises agréée, en date du 18 juillet 2014, pour la revue des comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014;

- l'adresse du siège social de LEXANDERCO HOLDING LIMITED, associé unique de la Société, est désormais au 1 Arch. Makarios III Avenue, Office 211, MITSU BUILDING 3, 1065 Nicosia, Chypre.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Kinstellar Business Services S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015118209/20.

(150127637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2015.

---